

Un monde d'avance

Reconstruire l'espoir à gauche

Motion pour

Congrès de Reims du Parti Socialiste 2008

Sommaire

I.	S'OPPOSER	6
II.	PROPOSER	11
1.	Sortir du Libre-échange généralisé.	12
2.	Répondre à l'urgence écologique	14
3.	Pour lutter contre les inégalités, redistribuer les richesses	15
a.	Le salaire plutôt que ses avatars	15
b.	Les retraites : de nouveaux financements plutôt que la contribution croissante des salariés	16
c.	Pour une protection sociale de haut niveau.	17
d.	Le logement : l'action de la puissance publique plutôt que le laisser faire	18
e.	La fiscalité : Plutôt que la critique de l'impôt, renforcer la justice fiscale	18
4.	Affirmer le retour de la puissance publique, reconstituer nos marges de manœuvre.	19
5.	Changer le cours de la construction européenne	22
a.	Les peuples se détournent de l'Europe	22
b.	Réorienter la construction européenne	23
c.	L'Europe a besoin de la gauche	24
6.	La reconquête de la démocratie	25
7.	Une société de progression des droits et libertés	26
a.	Défendre les libertés fondamentales face à l'offensive sécuritaire	27
b.	Pour une nouvelle politique de gauche de l'immigration : une richesse plutôt qu'une contrainte	27
c.	Pour une politique de gauche de lutte contre toutes les discriminations	28
8.	Une société d'émancipation.	29
9.	Pour une politique étrangère progressiste	32
III.	RASSEMBLER	35
1.	Un préalable : le refus de l'alliance au centre.	35
2.	Une stratégie : l'unité de la gauche, un horizon, le grand parti.	35
3.	Un outil : un nouveau parti socialiste	36

Ne plus subir la droite. Ne plus subir l'air du temps, la dictature de l'opinion et des médias.

Regardons les choses en face.

Le monde change, le vent souffle et il peut nous porter loin. Mais, pour cela, nous devons enfin reprendre l'initiative et ne plus subir. Ne plus subir la droite, son discours et son agenda. Ne plus subir l'air du temps, la dictature de l'opinion et des médias. Ne plus subir les évolutions imposées par nos adversaires comme une fatalité insurmontable. Ne plus subir le temps comme un agent érosif de nos valeurs.

Le vent souffle. Il nous portera loin si nous orientons les voiles dans le bon sens.

Le néo-libéralisme sombre. Le monde est confronté à quatre crises majeures – crise financière, énergétique, alimentaire et environnementale - dont la simultanéité met en évidence les dangers et les limites de ce qu'il est convenu d'appeler la « mondialisation libérale ». En moins d'une semaine, le capitalisme financier, arrimé sur la dérégulation, la privatisation à outrance, le tout marché et le libre-échange sans limites, a vu voler en éclat la suprématie que lui conférait son caractère prétendument « indépassable » ou « incontournable ».

Seul le recours massif à l'action publique et aux contribuables a permis de mettre un terme provisoire au chaos créé par la spéculation et la subordination de l'intérêt général aux intérêts particuliers. La véritable hiérarchie entre l'économie et la politique a ainsi pu être rétablie. Si l'on ne change pas radicalement de cap, les conséquences de ce chaos, aujourd'hui encore largement occultées, se feront durement sentir pour les plus faibles, dans les mois et les années à venir. La fameuse « économie de l'intelligence », si chère aux tenants de la suprématie du tout-marché, vient se noyer dans la fameuse :« privatisation des bénéfices et nationalisation des pertes ». Il en va de même en matière alimentaire, énergétique et environnementale. Si de solides régulations ne sont pas mises en place, par l'action publique concertée portant l'intérêt général, cette tendance désastreuse ne pourra que se renforcer.

Le vieux est mort et le neuf hésite à naître.

Le monde qui disparaît engloutit bien des certitudes.

Mais ce constat doit-il nous nous réjouir ou nous inquiéter ?

Nous réjouir dès lors que le néo-libéralisme et son cortège d'inégalités, de violences et d'injustice agonisent.

Nous inquiéter aussi devant la montée des nationalismes, l'incitation au « choc des civilisations », la radicalisation religieuse et la multiplication des régimes autoritaires. Nous inquiéter devant le caractère irréversible de nombreuses blessures infligées à l'environnement. Nous inquiéter enfin, devant la surdité de certaines autorités politiques ou financières confrontées à l'ampleur d'une crise qu'elles n'ont su ni anticiper, ni comprendre, ni résoudre.

Face à cette métamorphose, la France, livrée au pouvoir d'un seul homme, ne va pas mieux que ses voisins. Elle va même beaucoup plus mal.

A la crise sévère de nos finances publiques, s'ajoutent le retour de l'inflation et la chute brutale de la croissance qui nous placent en situation de récession. C'est la pire des situations : « la stagflation », que l'on croyait ne jamais revoir. La faiblesse de l'investissement public et privé - scandaleusement attribuée par la droite aux 35 heures ou au code du travail - est la véritable cause de notre perte de compétitivité : elle débouche sur un déficit record de notre balance commerciale. De délocalisation en plans sociaux - c'est désormais le tour des secteurs automobile et aéronautique - la désindustrialisation croissante de notre pays constitue une lourde menace pour notre niveau de vie et l'avenir de notre recherche que l'on s'obstine à délaisser. Le taux de chômage réel remonte, malgré un camouflage statistique très politique. De surcroît, la dégradation de la qualité des emplois et des conditions de travail, pèsent très

La faiblesse de l'investissement public et privé est la véritable cause de notre perte de compétitivité.

Pour la droite, la « valeur travail » est sans rapport avec sa rémunération.

fortement sur nos concitoyens. Plus des deux tiers des emplois créés au cours des dernières années sont des emplois intérimaires ou des temps partiels subis et mal payés. C'est ce qui explique l'apparition de travailleurs pauvres, que l'on s'apprête à cantonner dans le RSA aux côtés des Rmistes. D'une manière générale le pouvoir d'achat des salariés et des retraités recule : traduction implacable de la captation de plus de 10 points de valeur ajoutée par le capital au détriment des salaires, résultant de l'essor sans précédent du capitalisme financier. Pour la droite, la « valeur travail » est bien évidemment sans rapport avec sa rémunération. A cette tendance de fond s'est superposé un recul des politiques de redistribution, fiscales et sociales, qui se traduit aujourd'hui par une remontée vertigineuse des inégalités. Les écarts de salaires et de revenus ne défient plus seulement la justice sociale : ils attentent au bon sens. Voilà ce qui, si les mots avaient encore un sens, devrait être la première préoccupation des socialistes.

Le contexte international n'est pas étranger à la détérioration de la situation.

Mais, en France, la droite en porte la responsabilité principale. Ses choix fiscaux, comme les 14 Milliards d'euros en faveur des plus riches dès le début de législature, ont aggravé l'état de nos finances publiques. Ils privent, de surcroît, notre pays de toute marge de manœuvre budgétaire pour éviter la récession, sans avoir la moindre conséquence positive sur l'investissement privé.

Gageons que dans les mois à venir, nous entendrons moins parler des fonds de pensions qui séduisaient tant, parfois, hélas, jusque dans nos rangs.

Suppression de l'impôt sur la fortune, bouclier fiscal, niches fiscales dont le coût est supérieur au double du déficit budgétaire, démantèlement des 35 heures et du code du travail... sont la marque d'une politique conservatrice, affichée au mépris de la plus élémentaire justice sociale. Simultanément, la protection sociale recule, qu'il s'agisse des retraites ou de la santé, au profit d'un secteur privé, dont la débâcle nord-américaine augure mal de la pérennité. Gageons que dans les mois à venir, nous entendrons moins parler des fonds de pensions qui séduisaient tant, parfois, hélas, jusque dans nos rangs. Le déficit de notre régime de santé - bien que préoccupant, mais lié, en réalité, au niveau de l'emploi et au périmètre de l'assiette de perception des cotisations- va s'avérer être peu de chose, comparé à la contribution du trésor américain au sauvetage, en catastrophe, des compagnies d'assurances privées.

La prétendue « rupture » prônée par Nicolas Sarkozy, se résume en réalité à un alignement sur le néo-conservatisme américain, au moment où celui-ci échoue. Elle ne se cantonne pas au domaine économique et social. Elle ne se contente pas de l'appauvrissement des catégories populaires de plus en plus fragilisées et du harcèlement fiscal et tarifaire des classes moyennes, elle s'étend aussi à l'ensemble de l'action publique. De la politique étrangère qui faisait jusque ici l'objet d'un consensus relatif entre gauche et droite, en passant par la personnalisation grotesque du pouvoir, les atteintes aux libertés publiques en matière politique et pénale, le démantèlement organisé des services publics. La remise en cause frontale de la laïcité traduit bien la volonté de rompre avec notre modèle républicain.

Alors que nous n'avons jamais disposé d'autant d'atouts notre parti n'a pas la faveur des Françaises et des Français qui jugent son action timorée, brouillonne et son projet inexistant ou illisible.

En fait de rupture, le gouvernement nous fait entrer dans une période réactionnaire, au sens étymologique du terme, telle qu'en a connu périodiquement la France. Seules, l'hypermédiatisation, parfois étrangement servile, de l'agitation présidentielle, et la faiblesse insigne d'une opposition politiquement indéterminée, parviennent encore à brouiller cette réalité.

Car il faut se rendre à l'évidence : l'opposition, c'est à dire pour l'essentiel notre parti, porte sa part de responsabilité dans ce scénario médiocre. Alors que nous n'avons jamais disposé d'autant d'atouts (trois groupes parlementaires puissants, la majorité des départements, des régions et des municipalités, grandes et moyennes), notre parti n'a pas la faveur des Françaises et des Français qui jugent son action timorée, brouillonne et son projet inexistant ou illisible. Alors même que le contexte politique,

La social-démocratie européenne a subi 13 défaites sur les 15 derniers scrutins. Est-ce, dans chacun de ces treize partis, faute de leaders ou de discipline ?

Ce qui est essentiel pour un parti politique, ce qui entraîne l'adhésion ou motive la critique, c'est son orientation politique.

aussi bien national qu'international, nous est favorable, nous nous trouvons, le plus souvent, incapables de répondre aux attentes de nos électeurs.

Contrairement à ce que l'on voudrait nous faire croire, ces carences ne peuvent en aucun cas s'expliquer par des raisons purement « socialo-socialistes ». Ni l'absence de leader avéré, ni notre diversité interne, ne nous permettent de comprendre cette situation. Le mal est plus profond. La social-démocratie européenne a subi 13 défaites sur les 15 derniers scrutins. Est-ce, dans chacun de ces treize partis, faute de leaders ou de discipline ? Ou bien est-ce le résultat de l'acceptation, par la social-démocratie, des principes néolibéraux, des valeurs de nos adversaires ? Reconnaissons-le, cette seconde hypothèse paraît tout de même plus vraisemblable !

Nous avons bien perdu, dans les dernières décennies, la bataille culturelle, c'est à dire la bataille politique au niveau le plus élevé et le plus profond. Il est temps, plus que temps, d'inverser la tendance.

L'avenir du PS ne peut être le passé de la démocratie européenne.

Nous n'avons pas gagné d'élection présidentielle depuis 20 ans, ni d'élections législatives depuis 11 ans. Et rien n'indique que nous serions en mesure de l'emporter aujourd'hui, malgré les cafouillages et les échecs de la droite au pouvoir. Imputer cette position de faiblesse à la qualité des équipes ou à l'état du navire est un peu court : comme nous l'a appris Sénèque, « il n'y a pas de bons vents pour le marin qui ne sait pas où il va ».

Le cap, la ligne, le projet : peu important les mots choisis. Ce qui est essentiel pour un parti politique, ce qui entraîne l'adhésion ou motive la critique, c'est son orientation politique : les valeurs qu'il défend et les moyens qu'il préconise pour les mettre en œuvre. La société qu'il dessine, l'horizon qu'il propose.

Le PS n'est pas à court d'idées. Ses valeurs sont, plus que jamais, d'actualité. Son patrimoine historique ou la relation privilégiée qu'il devrait entretenir avec le progrès, lui fournissent la matière pour bâtir un véritable projet alternatif à celui des conservateurs. Mais notre visibilité est brouillée par les concessions incessantes à une pensée qui n'est pas la nôtre.

Nous avons gagné les élections chaque fois que nous avons eu un temps d'avance. Un temps d'avance sur l'adversaire, un temps d'avance dans la compréhension du monde, un temps d'avance sur les métamorphoses de la société.

Aujourd'hui nous devons avoir un monde d'avance.

Là où la droite contemple les ruines d'un modèle de développement fondé sur le laisser-faire généralisé, la gauche est seule légitime pour lever une nouvelle espérance. A nous de reconstruire l'espoir à gauche.

I. S'OPPOSER

Nous avons un devoir de réussite.

Le congrès de Reims, ne doit pas être un congrès comme un autre où les socialistes se parlent à eux-mêmes et oublient de parler aux Français.

Nos compatriotes souffrent, l'angoisse, la désespérance sociale sont fortes.

C'est d'abord à tous ceux qui subissent la politique mise en place par la droite que nous devons nous adresser en leur ouvrant de nouvelles perspectives, en montrant que la régression n'est pas une fatalité, en rendant l'espoir au pays.

Les attentes sont importantes et nous devons y répondre avec conviction, en affirmant le projet d'une gauche décomplexée qui s'oppose résolument à l'arrogance de la droite.

Pour cela il faut rompre avec nos mauvaises habitudes.

Réapprendre la fierté de porter une politique de progrès social et des libertés, ne pas avoir peur d'affronter les privilèges, de proposer des mesures qui inversent la tendance profondément inégalitaire sur laquelle nous sommes engagés et que le gouvernement actuel renforce considérablement.

S'opposer aussi. S'opposer d'abord. S'opposer sans donner le sentiment – comme nous le faisons trop souvent – d'avoir toujours besoin de nous justifier de notre rejet radical de la politique impulsée par la majorité actuelle.

Un an après son élection très – beaucoup trop - confortable à la présidence de la République, le divorce entre le pays et Nicolas Sarkozy saute aux yeux.

Ce divorce est dû en partie à un style de gouvernement. Mais il est surtout le produit d'une politique qui est à la fois réactionnaire et anachronique.

Réactionnaire. Le mot n'est pas convenu. Il ne s'agit pas d'une formule attendue, une ritournelle de congrès, un jugement facile permettant de caractériser, quelque soit la période, les politiques de droite.

Non, la politique impulsée par le président de la République est bien réactionnaire au sens propre. Il s'agit d'orientations qui imposent à notre pays une régression de plus d'un demi-siècle. Régression sociale, régression des libertés, régression de la place de la France dans le monde. Régression généralisée qui a l'audace d'appeler « modernité » ce qui n'est qu'un vaste retour en arrière.

En un an, la liste est déjà longue :

- Le paquet fiscal, première mesure « phare » prise au lendemain de l'élection présidentielle, qui offre 15 milliards d'euros aux plus riches, affaiblit la capacité d'intervention de la puissance publique et se révèle – qui pourrait en être surpris ? - inefficace sur le plan de l'investissement budgétaire.
- La baisse du pouvoir d'achat des plus démunis qui, dans les faits, doivent travailler plus tout en voyant leur pouvoir d'achat se restreindre.
- La mise à mort des 35 heures, actée à coups « d'assouplissements » successifs qui ont été autant de dégradations des conditions de travail des salariés, dont l'élément le plus flagrant est la comptabilité du travail en jours pour des personnels non cadres pourtant soumis à des directives précises.
- Le financement du RSA, présenté hypocritement comme une concession à la gauche et qui revient à taxer les épargnants des classes moyennes et

Réapprendre la fierté de porter une politique de progrès social et des libertés, ne pas avoir peur d'affronter les privilèges.

populaires tout en protégeant simultanément d'un bouclier fiscal les plus favorisés et en accusant implicitement les chômeurs d'être responsables de leur situation.

- La privatisation de la Poste qui parachève un processus de démantèlement des services publics et aggravera considérablement les déséquilibres entre les territoires.
- Le « Grenelle de l'environnement », après quelques effets d'annonces, s'avère un abandon, par la puissance publique, de toute politique de lutte contre le dérèglement climatique.
- La reprise de l'augmentation du nombre de chômeurs, malgré une démographie favorable au moment où les classes d'âge du baby boom commencent à partir à la retraite.
- L'appauvrissement des retraités qui, dans leur grande majorité, ne peuvent toucher une pension à taux plein quand l'âge moyen de départ des salariés est de 58 ans.
- Le démantèlement du Code du Travail, passé à l'acide des exigences du MEDEF
- Le creusement des inégalités entre les territoires, notamment par la politique de désengagement de la puissance publique et le transfert de compétences sans compensations financières. Cela est particulièrement vrai en milieu rural, mais aussi dans les banlieues totalement laissées en déshérence par un gouvernement qui a eu l'audace de proposer, à grand renfort de publicité médiatique, un plan Marshall pour les quartiers sans accorder aucun moyen financier : tant pis pour la rigueur de la référence historique.
- Les régressions imposées au système éducatif, à grands coups de restrictions budgétaires aboutissant à la surcharge des classes, à l'abandon de toute pédagogie innovante, à la disparition de postes d'enseignants comme des autres adultes encadrants, à la réduction du temps scolaires par la suppression du samedi dans le primaire et d'une année d'étude dans la préparation du baccalauréat professionnel. Dans le même temps, les attaques contre les personnels enseignants se multiplient : remise en cause du droit de grève par le service minimum d'accueil, insultes grossières à l'encontre des maîtres des écoles maternelles.
- Enfin, les valeurs républicaines qui devraient être un ciment démocratique commun aux différentes formations politiques sont aussi mises à mal.
 - Les libertés sont menacées par les réformes pénales ou encore celles relatives à l'immigration ou à la constitution de fichiers.
 - L'égalité est entamée et ce dès le plus jeune âge dès lors que l'éducation est progressivement démantelée, au détriment de la mixité sociale.
 - La fraternité est bousculée par un climat de violence sociale et par les dérives communautaristes.
 - La laïcité, si outrageusement remise en cause par l'immersion croissante de la religion dans les propos du chef de l'Etat comme il le signifia lui-même dans son discours du Latran.
 - L'adoption du nouveau traité européen par voie parlementaire et non référendaire est le signe d'une défiance profonde dans le peuple

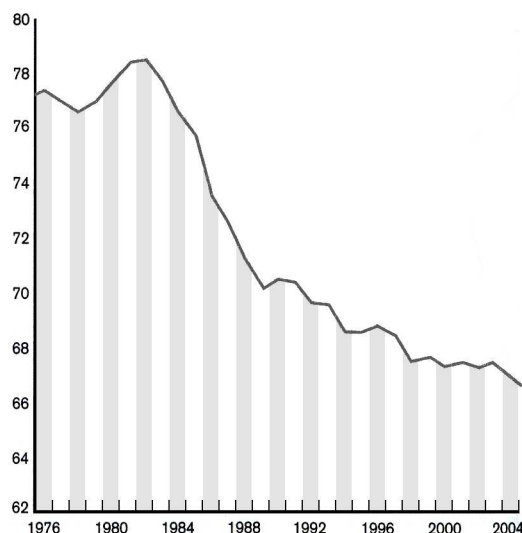
et d'un mépris démocratique par rapport au vote passé.

- La réforme des institutions au plan national a consacré la présidentialisation de notre système politique.
- La place de la France dans le monde est remise en cause par un alignement atlantiste qui aboutit à la volonté de la réintégration de la France dans le commandement intégré de l'OTAN et au renforcement des effectifs français en Afghanistan : en redéfinissant, au passage, la mission originelle de nos troupes dans ce pays, dans le seul but de satisfaire aux exigences étasuniennes.
- Et que dire de ces insultes lancées, dans le pire style colonial, au continent africain par le chef de l'Etat dans son tristement célèbre discours de Dakar où il osé affirmer que «le drame de l'Afrique, (est) que l'homme africain n'est pas assez entré dans l'histoire».

Le projet de Nicolas Sarkozy combine une politique économique ultra-libérale avec une restriction des libertés publiques.

De surcroît cette politique ne se contente pas d'être réactionnaire, elle est aussi profondément anachronique. Le projet de Nicolas Sarkozy est bien d'imposer à la France le modèle dépassé que les conservateurs ont élaboré dans les années 1980 et qui combine une politique économique ultra-libérale avec une restriction des libertés publiques.

Un modèle qui, d'un côté, veut consacrer la victoire du capitalisme anglo-saxon, un capitalisme d'actionnaires à l'horizon borné par les chiffres de son prochain bilan annuel et qui modifie fondamentalement les rapports entre le travail et le capital au profit exclusif de ce dernier. La substitution du capitalisme patrimonial ou de management par ce capitalisme actionnarial ne modifie en aucun cas les objectifs fondamentaux du capitalisme – l'accumulation – mais elle permet d'en décupler les moyens au profit des seuls actionnaires. Contentons-nous de rappeler ici que la part de la valeur ajoutée consacrée à la rémunération du travail est passée de 70% au début des années 1980 à moins de 60% aujourd'hui et que la part des salaires dans le PIB a diminué de 11points en 20 ans.



Source INSEE / OFCE

Dans le même temps, l'isolement des individus face aux règles implacables du marché

a pour conséquence une « atomisation » de la société. Dans cette situation les citoyens se tournent vers la collectivité pour solliciter sa protection. Alors que les socialistes sont trop souvent atones pour répondre aux préoccupations sociales, les conservateurs, pourtant responsables de l'effacement de l'Etat, ont su inventer un discours qui se fait partiellement l'écho de cette attente. Puisqu'il ne faut surtout pas protéger le salarié dans l'entreprise, on parle de sa sécurité à l'extérieur de son lieu de travail. Il n'est alors plus question que de politiques sécuritaires, de contrôles accrus sur les citoyens, d'attaques contre les immigrés, pour essayer de rassurer des populations que l'on a isolées.

Ces orientations se sont, peu ou prou, imposées dans l'ensemble des pays, sans, notons-le, que la gauche ait su construire un vrai discours alternatif capable de mobiliser les citoyens.

Pourtant, le paradoxe est bien que l'élection de Nicolas Sarkozy à la présidence de la République est intervenue au moment même où cette vague conservatrice vient s'échouer sur les rives du monde réel.

C'est bel et bien un système qui en train de faire la preuve de sa faillite que la majorité actuelle incarne aujourd'hui.

La convergence et la coïncidence de quatre crises mondiales majeures bouleversent les principes sur lesquels les sociétés occidentales fondaient leur prospérité et leur développement. Le modèle économique libéral montre des limites sérieuses quant à sa capacité à répondre à la réalité sociale et aux nécessités de développement au niveau mondial.

- La crise financière actuelle – des subprimes à AIG en passant par la banque Lehman - montre l'impasse dans laquelle le libre-échange sans frein, les dérèglementations généralisées, enferment nos économies en les faisant entrer dans une période de récession. Le constat est largement partagé, y compris dans les rangs de ceux qui ont impulsé ces politiques. Le président de la commission des services financiers du congrès américain estimait ainsi récemment que « nous traversons une crise mondiale en raison des dérèglementations excessives », tandis que le président de la Réserve fédérale affirmait la nécessité d'un « cadre plus solide pour la surveillance des règles prudentielles des banques d'investissement et des autres grands négociants de titres ».
- La crise écologique prouve de la manière la plus éclatante – mais aussi la plus inquiétante – les risques qu'un monde sans règles fait peser, non seulement aux rapports sociaux, mais aussi à la préservation même de la planète.
- Les émeutes de la faim qui éclatent dans les pays du Sud permettent de prendre la mesure d'une crise alimentaire d'une gravité tout à fait exceptionnelle. La mise en concurrence des productions alimentaires locales avec celles, importées et subventionnées, des pays développés, ainsi que la réorientation des productions vers les besoins de grands groupes industriels – notamment pour la production d'énergie – en sont les causes essentielles.
- La crise énergétique actuelle rend inepte le désarmement de la puissance publique dans un domaine qui engage de façon évidente notre avenir.

La politique menée par Nicolas Sarkozy repose ainsi, en grande partie, sur une volonté d'appliquer de façon dogmatique un système qui est en pleine déroute. Au moment où nous entrons dans le second âge de la globalisation, il ne fait que reprendre, en les amplifiant, des vieilles recettes qui ont fait la preuve de leur inefficacité et de leur nocivité.

Les Socialistes doivent anticiper la société post-libérale et proposer un Etat régulateur.

Il y a bien une profonde dichotomie entre les orientations de la droite et les besoins du pays.

C'est pour cela que nous devons affirmer avec force un autre projet de société. Les Socialistes doivent anticiper la société post-libérale et proposer un Etat régulateur et innovateur comme réponse à l'urgence sociale, économique et écologique. Cette proposition c'est à la gauche de la porter et de l'imposer dans le débat démocratique alors que la droite démantèle la puissance publique.

Mais pour cela, il faut commencer par le commencement et dire clairement que le vieux système libéral en bout de course est aux antipodes de notre projet. Qu'il n'y a rien dans ces orientations - qui constituent l'alpha et l'oméga de la politique du gouvernement - qui puisse être considéré comme compatible avec nos convictions, avec nos valeurs, avec la vision que nous devons porter pour la France et l'Europe du XXIe siècle.

Ce devoir d'opposition, nous ne l'avons, jusqu'à présent, pas rempli comme nous aurions dû le faire.

Nous opposer donc pour proposer un nouvel élan à la France. Nous opposer avec nos partenaires de la gauche, en dialoguant avec les mouvements sociaux et les mobilisations citoyennes. Comprendre que le temps d'une politique de gauche est arrivé, qu'il est non seulement nécessaire pour réduire les inégalités mais aussi indispensable pour sortir notre société des crises qu'elle traverse.

Or, ce devoir d'opposition, nous ne l'avons, jusqu'à présent, pas rempli comme nous aurions dû le faire. Telle est tout du moins la conviction des signataires de cette motion. Conviction partagée par une majorité de nos compatriotes : 52% des Français, 55% des électeurs de gauche, estiment actuellement que le Parti Socialiste s'impose insuffisamment au gouvernement (source IFOP, août 2008).

Cette situation s'explique en partie par notre propension à concentrer notre attention sur nos problèmes internes, nos chamailleries entre écuries présidentielles, le choc des ego de certains de nos responsables.

Mais plus fondamentalement, nous devons chercher les raisons de ce déficit d'opposition, dans notre trop grande acceptation du modèle dominant, nos difficultés à résister à la pensée unique produite par les promoteurs d'un monde sans règles. **Il n'a jamais été aussi facile d'être de gauche mais pourtant Nicolas Sarkozy trouve toujours un socialiste pour dire publiquement qu'il partage ses choix.** Ainsi, sur chaque sujet, un seul d'entre nous parvient à disqualifier le travail de tous. Le résultat de ces hésitations est bien que, bien que, alors que la droite traverse les pires difficultés, nous restons insuffisamment audibles, que nous n'apparaissions pas comme porteur d'une véritable alternative à celui que Nicolas Sarkozy met en place : 67% des français estiment que le Parti socialiste n'est pas porteur d'un projet pour la France.

Le congrès de Reims doit rendre au Parti Socialiste la voix d'une opposition résolue à une droite réactionnaire, anachronique, libérale et atlantiste.

C'est avec cela que le congrès de Reims doit rompre.

Il doit rendre au Parti Socialiste la voix d'une opposition résolue à une droite réactionnaire, anachronique, libérale et atlantiste.

Il s'agit bien d'une condition nécessaire pour que nous portions un projet de société qui soit en résonance avec les attentes de nos compatriotes.

II. PROPOSER

Pour que notre congrès réponde aux attentes qu'il suscite, notre premier devoir est d'écarter un certain nombre de faux débats dans lesquels on souhaiterait nous enfermer.

Premier faux débat. On voudrait nous faire croire que s'opposent, au Parti socialiste, partisans et adversaires de l'économie de marché. Pas de collectivistes chez les socialistes. Pour nous, la question n'est pas celle de l'acceptation ou non de l'existence du marché, mais celle des réponses politiques proposées pour le réguler et redistribuer les richesses. C'est pourquoi nous entendons laisser en dehors de la sphère marchande un certain nombre d'activités correspondant à des droits fondamentaux. C'est pourquoi nous n'avons pas renoncé à transformer les règles du système économique.

Deuxième faux débat. Les clivages opposeraient les « modernes » aux « archaïques ». Comme si la modernité se résument à la soumission docile aux modèles dominants imposés par ceux qui en bénéficient et l'archaïsme s'incarnerait dans l'espoir d'une réduction des inégalités. La modernité ne peut pas être entendue comme l'acceptation d'un libéralisme aujourd'hui dépassé. De même qualifier d'archaïque la fidélité aux valeurs fondamentales du socialisme et la reconnaissance de l'histoire de la gauche et de ses luttes c'est l'idéologie dominante.

Troisième faux débat. Les socialistes se diviseraient entre « audacieux » - ceux qui voudraient « lever les tabous » - et « timides » - ceux qui voudraient « occulter certains problèmes ». Nous devons être en capacité d'aborder collectivement l'ensemble des questions. Pour autant cela ne peut signifier qu'il y aurait un courage politique particulier à parler le langage de la droite.

Quatrième faux débat. Les divergences qui existent entre nous opposeraient « individu » et « collectif ». Pour nous, c'est autour d'un projet collectif que s'articule le combat pour les libertés individuelles qui ne peuvent jamais être déconnectées des questions sociales, sans prendre le risque de les voir confisquées par quelques privilégiés. Alors que les conservateurs veulent démanteler le droit du travail afin, justement, de ramener les rapports sociaux à de simples relations individuelles, nous devons combattre avec la même ténacité pour toutes les libertés et tous les droits, qu'ils soient individuels ou collectifs.

Laisser derrière nous ces faux débats ouvre l'opportunité de renouveler ensemble notre projet politique, en proposant aux français les voies d'une véritable alternative. Cette alternative passe tout d'abord par une contribution de notre force politique à des solutions globales, pour une réorientation à gauche des politiques menées : dans les domaines économiques, de la construction européenne, de l'environnement ou de la régulation des échanges mondiaux. Nous devons ensuite identifier les domaines dans lesquels la puissance publique, nationale ou locale, dispose de marges de manœuvre importantes et où son action est prioritaire pour définir une stratégie de transformation sociale : l'éducation, la recherche, la politique salariale, la protection sociale, l'aménagement du territoire et plus précisément l'action en faveur des quartiers populaires et le logement. Enfin les terrains sur lesquels nous devons mener une véritable bataille culturelle et idéologique contre la droite pour gagner à nouveau les élections : la valeur travail, la justice et la sécurité, la culture, la laïcité, les enjeux d'une société ouverte, la lutte contre les discriminations.

1. Sortir du Libre-échange généralisé.

Si le libre échange généralisé n'est pas à l'origine de la crise économique née dans les années 70 il en a été le principal accélérateur. Sa capacité à limiter considérablement les moyens d'action économiques a permis à cette crise de s'installer pour une durée sans équivalent. L'enracinement dans le chômage de masse, par exemple, est pour une part importante due à cette perte de marge de manœuvre économique et politique.

L'échec de ce modèle de développement est aujourd'hui patent. Nos territoires sont minés par les délocalisations et l'absence de perspectives industrielles. Le théorème de la concurrence « libre et non faussée » produit son cortège de déréglementations et d'inégalités.

Le libre échange est devenu un dogme dangereux. En son nom, des centaines de milliers d'emplois ont été détruits, des services publics démantelés, des garanties sociales anéanties et des Etats mis en faillite. Il met en péril une nécessaire transformation de l'appareil productif français et européen qui permettrait de prendre en compte l'économie de la connaissance. Il est incompatible avec une préservation de l'environnement et une prise en compte sérieuse du changement climatique, la logique exclusive du profit étant sa seule motivation.

L'ambition de mieux protéger les populations et de retrouver les instruments d'un développement juste est aujourd'hui de retour.

Le débat sur le libre-échange évolue. L'ambition de mieux protéger les populations et de retrouver les instruments d'un développement juste est aujourd'hui de retour.

Au moment où partout dans le monde des pays ou des groupes régionaux cherchent par tous les moyens à se défendre, il est dramatique de constater le jusqu'au-boutisme libéral de l'Union européenne.

L'Europe ne protège pas sa population. Au sein de la social-démocratie européenne le sujet reste tabou. C'est même le Commissaire travailliste au Commerce, Peter Mandelson, qui vantait, encore récemment, les mérites du libre échange, en s'en prenant aux orientations économiques et commerciales des candidats démocrates à la Maison Blanche.

Historiquement, la croissance mondiale a été plus forte dans les périodes d'échanges équilibrés que dans les périodes où le libre-échange a dominé. ces périodes ont toujours correspondu à celles où les progrès sociaux ont été les plus importants.

Il faut en passer par un rééquilibrage entre le marché et la puissance publique. A la fois pour des raisons d'efficacité économique et d'égalité sociale. Aujourd'hui deux faits sont indiscutables. D'abord, historiquement, la croissance mondiale a été plus forte dans les périodes d'échanges équilibrés (1880-1914 puis 1945-1980) que dans les périodes où le libre-échange a dominé. Il faut signaler que ces périodes ont toujours correspondu à celles où les progrès sociaux ont été les plus importants. Le second fait est qu'un calcul honnête des différentes mesures impulsées par l'OMC ne montre aucun gain du libre-échange. En réalité, profitent des déréglementation organisée par l'OMC les pays qui conservent de fortes barrières protectrices explicites ou implicites. Ceux qui « jouent le jeu » sont les grands perdants notamment dans le Tiers-monde. Car il est faux d'affirmer que la mondialisation profite aux plus pauvres, bien au contraire. L'essentiel des gains du libre-échange se concentre sur quelques pays. Ses coûts, en revanche, sont considérables. L'Afrique en est la première victime ainsi qu'une partie de l'Amérique Latine et certains pays d'Asie.

Enfin est-il sérieux de continuer à faire vivre l'idée que la division internationale du travail partagerait le monde entre ceux qui sont entrés dans l'économie de « l'intelligence » et ceux qui se borneraient à être des pays atelier, entre ceux qui « pensent » et ceux qui « fabriquent » ? Il n'est pas inutile de rappeler qu'aujourd'hui que Lenovo – 3e fabricant mondial d'ordinateurs personnels – est une entreprise chinoise et que Tata Motors – 4e constructeur automobile mondial – est un groupe indien.

Nous voulons choisir la coopération plutôt que la concurrence. Il faut bâtir une Europe de paix et de progrès social et non une simple zone de libre échange. C'est pourquoi nous devons rendre sa finalité première à la construction européenne, celle d'un ensemble intégré à l'intérieur de ses frontières et protégé vis-à-vis de l'extérieur. Nous devons mettre en œuvre les mesures qui permettent de rééquilibrer les échanges :

- Activer le tarif extérieur commun au niveau européen

La stratégie économique européenne doit s'inscrire dans le cadre de la préférence communautaire, défendue par les pères fondateurs de l'Europe. Il définit les principes d'une politique tarifaire de nature à défendre les industries et les emplois européens dès lors qu'ils sont menacés par une concurrence déloyale. Le tarif extérieur commun, inscrit dans le traité de Rome, doit être activé pour lutter contre le dumping social et environnemental.

- Baisser les taux européens

S'il nous a protégés, dans un premier temps, de la flambée des cours de l'énergie, l'euro fort pénalise les exportations européennes et encourage une concurrence déloyale sur le marché intérieur en favorisant l'entrée de produits fabriqués à bas coûts. L'euro surévalué pousse nombre d'entreprises à délocaliser. Alors que le taux de change d'équilibre entre l'euro et le dollar se situe aux environs de 1 euro = 1,2 dollar, l'euro vaut désormais aux alentours de 1,45 dollars. Il faut donc ajuster à la baisse ce taux de change. Les Traités européens ont confié la politique de change au Conseil de l'Eurogroupe. Or, cette instance politique est dessaisie de fait de cette mission en raison de l'indépendance de la BCE qui décide des orientations de change. Il est pourtant indispensable de réduire le différentiel de taux d'intérêt avec les taux américains et faire baisser l'euro face au dollar.

- Harmoniser les normes fiscales et sociales

Un serpent fiscal européen doit voir le jour afin d'harmoniser la fiscalité des sociétés au sein de la zone euro. L'harmonisation intra-communautaire des normes sociales doit concrétiser les valeurs énoncées dans la charte des droits fondamentaux, avec notamment **un salaire minimum européen**.

- Relocaliser la production

Il faut rétablir un lien entre l'accès à un marché et la production sur ce marché. L'entreprise Nike vend près d'un quart de sa production mondiale de chaussures de sport en Europe alors qu'elle n'y produit pas une seule paire. L'obligation de produire une partie des marchandises qu'elle souhaite vendre sur un marché donné serait de nature à changer cette situation. Le marché européen est actuellement incontournable en raison du fort pouvoir d'achat de ses consommateurs. Nous sommes encore en position de force pour imposer de nouvelles règles du jeu aux grandes entreprises mondialisées. **Il est donc de la première importance de se battre pour la relocalisation d'une partie importante de la production mondiale.**

- L'OMC : choisir la coopération plutôt que la concurrence

Le libre échange implique comme corollaire un affrontement économique acharné entre les pays, les entreprises et les populations. Protéger la croissance économique des uns et des autres, c'est faire le choix de la coopération. Il est nécessaire de mettre en place des coopérations basées sur des fonds publics et ayant comme objectif la

convergence sociale et écologique et pas seulement l'échange commercial.

2. Répondre à l'urgence écologique

L'urgence écologique s'impose à nous : l'ampleur des menaces qui pèsent sur les écosystèmes terrestres, le danger du dérèglement climatique, le développement des catastrophes naturelles, la montée des prix du pétrole, la rareté ou la réduction des stocks de gaz, d'énergies fossiles et d'eau vont bouleverser profondément les équilibres géopolitiques comme les données économiques et financières du monde.

Les limites écologiques du modèle capitaliste actuel sont manifestes. Elles constituent une raison supplémentaire de le transformer en profondeur.

Les limites écologiques du modèle capitaliste actuel, qui permet par exemple d'énormes profits et trafics dans le champ de la dépollution, sont manifestes. Elles constituent une raison supplémentaire de le transformer en profondeur. L'exigence écologique impose de rendre un sens nouveau à l'idée de progrès, qui ne saurait être confondue avec le productivisme. Elle est indissociable de l'exigence sociale, car en matière d'impacts environnementaux, la pauvreté est toujours un facteur aggravant.

En matière d'impacts environnementaux, la pauvreté est toujours un facteur aggravant.

L'urgence écologique modifie radicalement les enjeux et les projets. Si elle impose de revisiter bien des idées de gauche, notamment en matière de croissance, loin de les disqualifier, elle les conforte.

L'urgence écologique exige que nous inventions de nouvelles formes de planification, de régulation et des efforts accrus de recherche publique.

Obsédé par les échéances à court terme, **le marché est incapable de préparer l'avenir**. Son mode de fonctionnement intrinsèque sera toujours de proposer de nouveaux produits et services profitables et générateurs de nouvelles inégalités. C'est à la puissance publique d'imposer la prise en compte des défis environnementaux. L'urgence écologique exige que nous inventions de nouvelles formes de planification, de régulation et des efforts accrus de recherche publique. **Mieux, elle légitime l'exigence de l'extension du champ du service public** : l'eau, l'air, les espaces naturels, ne doivent pas être laissés en pâture au marché.

On le voit avec **la gestion de l'eau**. Le système actuel ne saurait perdurer : prix élevé de l'eau avec de fortes inégalités, profits démesurés de grandes entreprises réinvestis dans la communication, qualité de l'eau inégale. Grâce au nombre élevé de collectivités locales conquises par la gauche, il est possible de s'engager dans la gestion directe, par le biais de régies publiques de l'eau et de mobiliser toutes les ressources nouvelles pour restaurer le bon état écologique des eaux et des rivières d'ici 2015.

L'investissement public est également indispensable pour réussir un vaste plan de transformation de nos logements et bâtiments, qui réduise considérablement leur consommation énergétique. Or, ces économies d'énergie auraient un impact immédiat sur la réduction des charges pour les occupants alors que le retour sur investissement reste assez long. Il faut donc pour les familles modestes et l'habitat social des aides substantielles, écologiquement justifiées et contribuant à l'amélioration de notre bilan énergétique.

Nous devons également **repenser la fiscalité** pour orienter les pratiques (principe du pollueur-payeur), mais aussi pour conforter la redistribution sociale et les péréquations. En particulier, la mise en œuvre d'une « taxe carbone » universelle doit être engagée, avec l'aide de l'Europe, qui peut l'imposer aux importations.

La lutte contre l'effet de serre et le changement climatique vont imposer une réorganisation profonde des échanges et donc **une certaine relocalisation par grandes régions mondiales**. Ce sera la seule façon de réduire la pollution induite par des transports et des déplacements inutiles générés par la simple volonté de délocaliser la production dans des pays à faible exigence sociale ou écologique.

L'agriculture mondialisée est l'une des plus grandes absurdités environnementales : on importe du riz dans la corne de l'Afrique en tuant les cultures vivrières et on produit à

bas coût des cerises en Amérique du sud qui seront consommées à Noël en Europe. Nous voulons un autre modèle de développement qui protège et favorise les économies vivrières locales et qui taxe les importations destructrices pour l'environnement. Il faut également changer notre évaluation du développement, en adoptant enfin, au niveau européen comme dans les institutions internationales, l'indice de développement humain.

Il n'est plus admissible que les gros céréaliers soient les principaux bénéficiaires de la PAC alors que l'agriculture paysanne disparaît.

L'agriculture productiviste détruit l'environnement. Pourtant, elle détermine en grande partie les subventions. Il n'est plus admissible que les gros céréaliers soient les principaux bénéficiaires de la PAC alors que l'agriculture paysanne disparaît. Il n'est plus admissible que l'Europe abandonne l'un de ses seuls leviers de régulation en cédant par exemple sur les quotas de pêche. L'agriculture biologique permet de préserver les ressources naturelles. Nos concitoyens l'ont compris, qui se tournent de plus en plus vers ces modes de consommation, non seulement pour leur santé mais aussi pour l'environnement. Mais à quoi cela sert-il si l'on continue d'importer la majeure partie des produits ? **La France a beaucoup de retard. La recherche en agronomie dans ce secteur doit cesser d'être le parent pauvre et devenir une priorité**, avec comme objectif de faire baisser les prix de production et donc de vente, pour que les produits bios ne soient plus l'apanage des ménages favorisés.

Il faut évidemment sensibiliser les consommateurs. Mais les acheteurs publics doivent aussi donner l'exemple. Un critère environnemental doit être introduit dans le code des marchés publics, l'Etat et les collectivités locales doivent favoriser l'utilisation de denrées produites à proximité.

De même, seule la puissance publique peut remettre en cause la domination de la route pour le transport des marchandises et des personnes en développant les transports alternatifs (voies fluviales, ferroutage etc.) et les transports collectifs non polluants.

On ne peut attendre du marché qu'il apporte des réponses satisfaisantes aux menaces environnementales, du moins pas sans incitation ni contrainte.

On le voit : on ne peut attendre du marché qu'il apporte des réponses satisfaisantes aux menaces environnementales, du moins pas sans incitation ni contrainte. Le temps est venu pour la Gauche d'assumer pleinement ses choix dans le domaine de l'écologie. Nous proposons que soit organisée sur ce thème une Convention nationale du PS largement préparée avec les ONG environnementales, par des forums décentralisés impliquant concrètement les élus. **Le Grenelle de l'environnement a transformé des espoirs immenses en mascarade.** De retour au pouvoir, nous ne pourrions pas échouer.

3. Pour lutter contre les inégalités, redistribuer les richesses

A la fin du mois d'août dernier, une nouvelle enquête de l'INSEE a confirmé que l'ascenseur social n'en panne. 35 % des Français occupaient en 2003 une situation sociale supérieure à celle de leurs parents, contre 40 % en 1983. Les politiques néo-conservatrices ont creusé les inégalités. Depuis 2002, seul le pouvoir d'achat de 5 % des ménages s'est accru alors que celui du reste de la population s'est dégradé. Pour les socialistes, la priorité de l'action doit être tournée vers le pouvoir d'achat des plus modestes et la redistribution. Au-delà de cet objectif général, encore faut-il clarifier les moyens mobilisés.

a. Le salaire plutôt que ses avatars

La crise du pouvoir d'achat est avant tout liée à la progression excessivement modérée des salaires. Le revenu salarial moyen net a stagné depuis 1978 et baissé depuis 2002.

Or, le PS a eu, au cours des dernières années, un discours pour le moins ambigu au

sujet du travail et du salaire. Les politiques dites d'incitation au retour à l'emploi partent du principe que les chômeurs sont, pour partie au moins, responsables de leur situation, profitent d'un système d'indemnisation ou d'assistance généreux et doivent donc être incités ou contraints à retrouver un emploi. Or, la critique de ce raisonnement est rendue plus difficile dès lors que le Parti socialiste a promu l'idée de la Prime pour l'emploi (PPE) qui s'inspire précisément de ce schéma. Notre nouvelle déclaration de principes a retenu une rédaction claire sur la façon de considérer le travail. Nous voulons qu'elle soit réellement prise en compte dans les positions à venir du Parti. **Pour nous, le travail est évidemment une valeur en ce qu'il est nécessaire à la construction de la personne et de la société, mais il doit surtout avoir une valeur reconnue.**

Si nous pensons que la valeur du travail (et non la « valeur travail ») est le salaire, alors c'est ce dernier qui doit être augmenté en priorité.

Si nous pensons que la valeur du travail (et non la « valeur travail ») est le salaire, alors c'est ce dernier qui doit être augmenté en priorité. L'intéressement, proposé par la droite, n'est qu'un nouvel artifice pour éviter le débat sur le partage salaire-profit.

Pour augmenter les salaires nous proposons de mobiliser les outils suivants :

- L'Etat employeur doit montrer l'exemple dans la fonction publique dans laquelle sert plus d'un salarié sur cinq.
- Il est indispensable de renouer avec les « coups de pouces » au SMIC, que la droite entend supprimer définitivement, et d'étendre à toute l'économie les récents accords de branche ayant abouti à une revalorisation des minima conventionnels. Le SMIC devra être, dans un premier temps, augmenté à 1500 euros.
- La puissance publique peut organiser un environnement propice, notamment en organisant une conférence salariale, pour inciter les partenaires sociaux à conclure un accord sur une norme de progression des salaires indexée sur celle des gains de productivité. L'Etat prendra toutes ses responsabilités en cas d'échec des discussions, notamment par la modulation des cotisations sociales patronales.

b. Les retraites : de nouveaux financements plutôt que la contribution croissante des salariés

La juste rétribution du travail passe aussi par le niveau des pensions de retraite. **Or le silence socialiste à ce sujet a été largement remarqué.**

La réforme des retraites, imposée par la droite, aura pour effet de réduire le pouvoir d'achat des futurs retraités. L'allongement de la durée de cotisation se traduira par une baisse du niveau des pensions dès lors que les entreprises font toujours partir leurs salariés à 58,5 ans, âge moyen de départ à la retraite. Un nombre croissant de retraités ne touchera pas une retraite à taux plein. De surcroît, l'obligation de travailler des plus anciens ne se justifie pas dès lors que le chômage de masse perdure, malgré la décreue de la population active, et que les perspectives de carrière des jeunes et des adultes eux-mêmes restent bloquées.

L'allongement de la durée de cotisation assortie d'une baisse du taux de remplacement des pensions n'est pas une option acceptable.

L'allongement de la durée de cotisation assortie d'une baisse du taux de remplacement des pensions n'est pas une option acceptable. Elle signifierait, dans 20 ou 30 ans, l'accroissement de la pauvreté chez les personnes âgées. Nous réaffirmons notre attachement au droit à la retraite à 60 ans. Les socialistes doivent défendre sans ambiguïté le principe de la retraite par répartition. L'actualité récente témoigne des dangers de la capitalisation, qui laissent les retraités à la merci d'une crise boursière. Enfin, il faut réclamer l'extension de l'assiette de financement des retraites. La Cour

des comptes suggérait à raison de taxer les stock-options. Dans le même sens, à l'heure où l'assiette salariale sur la base de laquelle sont financées les retraites subit les effets de la modération des salaires, la CSG entreprises que nous proposons de créer permettrait de mettre à contribution les profits des entreprises.

Pénibilité

L'amélioration des conditions de travail et la compensation des pénibilités doivent être au centre de notre réflexion dans la préparation des prochaines échéances.

L'écart d'espérance de vie est de plus de 7 ans entre un cadre et un ouvrier. Face à cela, des outils de prévention et de réduction des pénibilités existent. L'ANACT, les CHSCT ainsi que l'inspection du travail et la médecine du travail, doivent avoir les moyens humains et légaux de mettre en oeuvre un plan avec un calendrier clair et un programme de réduction des souffrances liées au travail.

Mais avant de pouvoir bénéficier de l'amélioration des conditions de travail, il est indispensable de réparer et de compenser ces inégalités dès maintenant. En échange du passage aux 40 annuités de la loi Fillon de 2003, des négociations devaient être menées pour aboutir à la prise en compte effective des pénibilités, mais elles n'ont pas abouti.

Il faut mettre en place des dispositifs de compensation permettant des cessations anticipées d'activité et non pas uniquement une réduction du temps de travail en fin de carrière.

Ces compensations doivent être basées sur des critères objectifs de pénibilités dans un cadre collectif (espérance de vie, exposition au produits toxiques, maladies professionnelles).

c. Pour une protection sociale de haut niveau.

Dans un continent riche et prospère, nous refusons d'assister au développement d'une santé à deux vitesses.

Attaquée en France, la protection sociale l'est aussi en Europe. Les propositions récentes visant à entériner le « shopping médical » en témoignent. Dans un continent riche et prospère, nous refusons d'assister au développement d'une santé à deux vitesses, à l'exclusion progressive d'une partie de la population du système de soins.

Nous proposons de reconstruire le système de santé autour de l'hôpital public en commençant par supprimer la Tarification à l'activité qui permet aux cliniques privées de remodeler à leur profit le secteur hospitalier. Un plan d'embauche de salariés devra également être mis en oeuvre pour faire face au manque cruel de personnels dans ce secteur. Enfin il faut garantir le maintien d'un maillage hospitalier de proximité sur tout le territoire

Un financement plus juste

Les politiques successives d'allègements de cotisations non compensés et pratiquées par tous les Gouvernements, ainsi que les exonérations dues aux niches fiscales, pèsent lourd dans le manque de recettes pour l'Assurance maladie. Il faut donc en finir avec le mythe du « trou de la Sécu ».

Des objectifs ambitieux

Plusieurs dizaines de milliards pourront ainsi être injectés dans le système de santé, pour répondre à trois objectifs :

- Premier objectif : des moyens pour l'amélioration de l'offre publique de soins,

tant sur le plan territorial que technique.

- Deuxième objectif : une amélioration du panier de soins de l'Assurance maladie obligatoire, qui doit notamment comprendre une prise en charge considérablement renforcée de l'optique et des soins dentaires (qui ne peuvent être laissés au marché).
- Troisième objectif : des enveloppes de rémunération forfaitaire pour les professionnels de santé (médecins, infirmiers libéraux...) remplissant des missions de santé publique s'inscrivant dans un plan d'action national ou régional.

d. Le logement : l'action de la puissance publique plutôt que le laisser faire

Comment la puissance publique peut-elle tolérer de laisser courir les loyers, de laisser vacants les logements vides, de laisser la pénurie de logements s'aggraver, bref de laisser faire alors que le logement est avec l'emploi la 1ère préoccupation d'une grande majorité des Français, en particulier les plus modestes ?

Les chiffres parlent d'eux-mêmes. Le logement représente près de 25 % du revenu des ménages. Il manque 800 000 logements pour répondre aux besoins et 1,5 millions de personnes sont en attente d'un logement social. Les augmentations des loyers lors des relocations ont atteint plus de 7 % en 2006. Les personnes mal logées ou sans logis sont estimées à plus de 3 millions de personnes.

C'est pourquoi, nous proposons l'encadrement des loyers. A plus long terme, c'est l'investissement dans la construction qui permettra de maîtriser les prix de l'immobilier. Mais nous ne pouvons attendre sans agir. Cet encadrement suppose des outils plus directs. Il passe d'abord par un gel exceptionnel des loyers en 2009 pour effectuer une pause salvatrice. Il passe ensuite par l'instauration d'un encadrement des loyers à la relocation.

Notre deuxième proposition est animée de la même volonté d'action rapide et efficace : la réquisition des logements vides. Les outils juridiques existent déjà dans les mains des préfets mais aussi des maires. Encore faut-il une impulsion nationale pour les actionner ! C'est possible par la procédure d'attribution d'office qui permet au préfet de réquisitionner des logements vacants pour des personnes et familles mal logées ou sans logis. C'est possible aussi par l'activation du pouvoir de réquisition du maire lorsque les conditions (froid, personnes à la rue...) le nécessitent. C'est au parti socialiste de prendre l'initiative de ces propositions, en les mettant dans le débat national, en interpellant les préfets, en encourageant ses élus locaux à montrer l'exemple, comme ils le font sur la loi SRU.

Notre troisième proposition : un plan de relance exceptionnel de construction de logements à loyers modérés, ou à coût abordable. Ce qui suppose une mobilisation de l'essentielle des sommes du livret A que les socialistes doivent défendre et consolider, l'abandon des très nombreuses et coûteuses mesures d'incitations fiscales sans contreparties et un partenariat sérieux avec le mouvement HLM. Cette relance soutiendra la croissance, l'innovation et l'emploi.

e. La fiscalité : Plutôt que la critique de l'impôt, renforcer la justice fiscale

Le système fiscal français est faiblement redistributif. Cela s'est accentué avec la politique de défiscalisation menée par la droite : elle a ainsi réduit la part des impôts directs (impôt sur le revenu, ISF, etc.) au profit des impôts indirects, avantageant ainsi les couches privilégiées. **Une réforme fiscale authentiquement progressiste doit rendre l'impôt plus juste, tout en améliorant son rendement.** Elle doit étendre, en le redéfinissant, le champ des impôts directs et réduire celui de la fiscalité indirecte. Elle

Une réforme fiscale authentiquement progressiste doit rendre l'impôt plus juste, tout en améliorant son rendement.

doit avoir pour objectif tout autant la correction des inégalités que l'emploi et l'efficacité économique.

Pour cela 5 axes sont à privilégier :

- La réforme fiscale doit reposer en premier lieu sur la création d'un grand impôt progressif sur le revenu, assis sur une assiette large, afin de financer selon la capacité contributive de chaque citoyen toutes les dépenses à caractère universel, notamment les dépenses de protection sociale. La progressivité de cet impôt sur le revenu doit être améliorée (augmentation du nombre de tranches) et les différentes niches fiscales doivent être reconsidérées une à une.
- Tous les ménages modestes, qu'ils soient salariés ou exclus, doivent bénéficier d'un abattement qui remplacera les dispositifs actuels.
- Une CSG entreprise assise sur la valeur ajoutée doit être créée pour élargir l'assiette de financement de la protection sociale et y inclure les profits. Elle a pour vocation de se substituer à l'actuelle cotisation patronale, qui s'avère moins favorable à l'emploi dans les PME parce qu'elle pèse uniquement sur les salaires.
- L'amélioration du rendement de l'impôt sur le revenu doit permettre de limiter la part des impôts indirects dans la fiscalité globale, par exemple en baissant le taux de la TVA.
- Il faut enfin réformer la fiscalité locale, particulièrement injuste. Il faut avoir le courage de mettre en place une véritable péréquation fiscale entre les collectivités.

4. Affirmer le retour de la puissance publique, reconstituer nos marges de manœuvre.

La France n'est pas en faillite, elle dispose d'une épargne très abondante qui est insuffisamment utilisée pour l'investissement.

Contrairement à une idée reçue distillée par la droite, la France n'est pas en faillite et a de nombreux atouts. Elle dispose d'une épargne très abondante qui est insuffisamment utilisée pour l'investissement. Dans ces conditions, il serait salutaire pour la croissance que la puissance publique puisse mobiliser cette épargne pour organiser un vaste plan de relance. Les épargnants sont particulièrement friands d'obligations d'Etat. Il n'y a donc aucun problème comptable pour financer la politique publique. Le débat doit porter sur l'affectation de cette épargne, mobilisée par l'emprunt d'Etat, qu'il faut réorienter vers des dépenses ayant un réel impact sur le long terme.

Redéployer le paquet fiscal vers des dépenses porteuses d'avenir

Le paquet fiscal a en grande partie redistribué des revenus en faveur des ménages favorisés dont la propension à épargner est importante.

Pour être utiles, ces 15 milliards doivent être réaffectés. Les dépenses porteuses d'avenir à même de renforcer notre potentiel de croissance future se situent dans l'investissement public, l'innovation, la recherche, la santé, l'éducation et le développement durable.

Dégager des recettes nouvelles

Nous ne pourrions assumer ces investissements d'avenir qu'en redonnant à la puissance publique des marges de manœuvre budgétaires. La réforme fiscale que nous appelons de nos vœux doit permettre de générer ces recettes nouvelles, en améliorant

le rendement de l'impôt et prélevant les richesses là où elles sont.

Soutenir l'investissement par une stratégie publique plutôt qu'alléger toujours plus la fiscalité du capital

En 1970, 26% des bénéfices des sociétés non financières étaient consacrés au versement des dividendes. Désormais, 65% des profits sont consacrés à la rémunération des nouveaux rentiers.

La faiblesse actuelle de l'économie française est avant tout liée à la panne d'investissement public et privé. **La part des bénéfices consacrés à l'investissement productif décroît alors même que la part des profits s'est accrue. En 1970, 26% des bénéfices des sociétés non financières étaient consacrés au versement des dividendes. Désormais, 65% des profits sont consacrés à la rémunération des nouveaux rentiers.** Or l'investissement des grandes entreprises cotées, héritières des champions nationaux qui furent privatisés, est censé tirer l'ensemble de l'activité des PME. Celles-ci sont en France les sous-traitantes des grandes entreprises stratégiques. Ces dernières disposent de fonds propres et de capacités d'autofinancement importantes et auraient dû investir dans les secteurs innovants et nous engager dans la voie d'une croissance tirée par l'économie de la connaissance.

Or, l'investissement dans les secteurs innovants ne représente que 15% des investissements totaux et les 296 000 emplois vacants recensés par l'ANPE ne se situent pas dans l'économie de la connaissance, mais dans le bâtiment et la restauration... Les mesures d'aides aux PME sont nécessaires et se sont multipliées. Mais, faute d'investissements dans les secteurs stratégiques, les carnets de commandes des PME sont vides. Celles-ci souffrent de l'accès difficile au crédit et de leur mise en concurrence avec la sous-traitance à bas coûts.

Il faudrait assurer le développement des PME par une aide sur financement public et privé afin de leur assurer une taille suffisante sur les marchés internationaux.

Il est temps de relancer le débat sur la stratégie industrielle de la France.

Il est temps de relancer le débat sur la stratégie industrielle de la France. Les pôles de compétitivité, mis en place par la droite, bénéficient de flux financiers insuffisants et leur logique aboutira inévitablement à exacerber les inégalités territoriales. L'agence pour l'innovation industrielle n'a été dotée que de cent millions d'euros. Quant aux baisses massives de cotisations sociales (25 milliards), elles ont contribué à la formation de trappes à bas salaires et à faible qualification.

Les stratégies néolibérales - confier aux fonds spéculatifs le contrôle de l'investissement tout en allégeant la fiscalité du capital - montrent leur incapacité à développer l'investissement. L'histoire nous a montré que les secteurs où la France et l'Europe ont connu leur plus grands succès industriels et conservent une avance technologique, ont tous été développés par la puissance publique : aéronautique (Airbus), spatial (Arianespace), nucléaire (EDF), ferroviaire (SNCF – TGV), etc.

La puissance publique doit contribuer à reconstituer les noyaux durs et inciter nos grandes entreprises stratégiques à investir dans le long terme, sans être obsédées par la norme de rentabilité financière exigée par les fonds spéculatifs. L'Etat sait intervenir directement dans la structure du capital des entreprises cotées en échangeant des obligations d'Etat contre les actions détenues par les épargnants, sans que cela ne coûte un euro au contribuable.

Les pays émergents ne se privent jamais d'engager leurs fonds souverains. La France doit bâtir un pôle financier public fort à partir de la Caisse des Dépôts et Consignations qui dispose d'une masse financière suffisante pour consolider le contrôle public de l'investissement, et faire de cette dernière un véritable fonds souverain capable de prendre des participations dans des entreprises socialement et écologiquement responsables. **Ce fonds souverain à la française** pourrait à l'instar de celui de la Norvège être abondé par les ressources issues d'un pôle énergétique français.

Réhabiliter l'intervention publique

Superprofits de Total, disparités criantes dans le coût et la qualité de l'eau, coupures d'électricité géantes, fourvoiement des banques dans le marché à risque des Subprimes : les exemples abondent des dérives ou des impasses auxquelles ont conduit les privatisations menées depuis une vingtaine d'années.

A l'heure où le gouvernement américain procède en catastrophe à des nationalisations, il est temps de rompre avec l'a-priori idéologique qui pèse sur le bien fondé de l'intervention publique et dont le Parti socialiste s'est trop souvent fait l'écho.

Nous devons, au contraire, réaffirmer avec force que la puissance publique est souvent la seule à pouvoir assurer, durablement, égalité d'accès, péréquation tarifaire, continuité du service, aménagement du territoire et investissements stratégiques à long terme -non immédiatement rentables-, bref de garantir l'intérêt général.

Pour la réappropriation publique de secteurs clé : bâtir un pôle public de l'énergie

La crise énergétique et écologique actuelle rend inepte le désarmement de la puissance publique en ce domaine. Il est indispensable d'assurer la sécurité d'approvisionnement énergétique du pays, l'accès de tous à une énergie à prix modéré, un investissement massif dans les énergies propres. Pour cela, il faut développer un pôle public de l'énergie, reposant sur trois piliers : un premier pilier électro-gazier constitué à partir d'EDF, GDF et Suez, un second, nucléaire, basé sur AREVA, fleuron industriel stratégique qu'il serait irresponsable de brader au privé, et enfin un troisième, pétrolier, fondé sur Total, entreprise sur laquelle une forme de contrôle public doit être garantie.

Développer un pôle public de l'énergie.

Imaginer de nouvelles socialisations et développer les services publics

Nous affirmons clairement notre volonté de défendre les services publics aujourd'hui attaqués, notamment la Poste et la SNCF, cibles de la Commission européenne et du gouvernement Fillon.

Au-delà, il s'agit maintenant de réhabiliter et d'élargir la sphère des services publics. Nous devons anticiper les besoins économiques, sociaux et environnementaux qui appellent une intervention de la puissance publique, là où la main invisible du marché est incapable de répondre aux enjeux. Cela est particulièrement vrai, nous l'avons dit, dans le domaine de la gestion de l'eau - aujourd'hui marqué par une situation d'oligopole entre trois grands groupes privés qui se partagent 80% des marchés - qui doit être confiée à un service public local. Mais il faut aussi avancer dans d'autres domaines :

Il s'agit maintenant de réhabiliter et d'élargir la sphère des services publics.

- Un service public de la petite enfance.

Les politiques publiques se sont concentrées en faveur des aides directes aux familles, favorisant la garde individuelle, encourageant ainsi la cessation d'activité des parents les plus démunis, ou bien la garde à domicile par l'embauche d'une personne, via des réductions d'impôt. Les socialistes doivent rompre avec ces politiques en soutenant massivement l'investissement financier des collectivités locales dans la construction de crèches.

- Un service public du logement et de l'habitat

La flambée des prix est d'abord due à une pénurie structurelle. Il est temps de proposer des mesures concrètes, afin de faire respecter le droit au logement pour tous :

- construire 120.000 logements sociaux par an, de haute qualité

environnementale,

- garantir un financement pérenne du logement social en rétablissant la centralisation par la Caisse des dépôts et consignations, de 100% des sommes du livret A.
- alourdir les pénalités financières pour les communes qui ne respectent pas les 20% de logement social prévus par la loi SRU.
- donner instruction aux préfets d'utiliser la procédure tombée en désuétude d'attribution d'office qui permet de réquisitionner des logements vides (2 millions en France) quand aucune raison valable de la vacance n'est apportée, si le maire n'exerce pas ses pouvoirs propres de réquisition
- généraliser les offices fonciers régionaux à même de constituer des réserves foncières publiques en exerçant le droit de préemption pour le compte de communes.

Le droit retrouvé de fixer certains prix, pour contrecarrer les spéculations

Fixer des prix réglementés est parfois légitime.

Fixer des prix réglementés est parfois légitime. C'est le cas, par exemple, dans le domaine de l'énergie. L'ouverture à la concurrence, imposée par l'Union Européenne, a provoqué une hausse des tarifs : nous devons défendre la pérennité des tarifs réglementés de l'électricité et du gaz.

L'Etat régulateur du marché du travail, contre la loi de la jungle

La loi doit primer sur le contrat.

La droite casse le Code du travail : elle ne jure que par le démantèlement des règles sociales et le renvoi de leur fixation au face à face entre l'employeur et le salarié. Il est impératif de rétablir la hiérarchie des normes et le principe de faveur dans les relations de travail : la loi doit primer sur le contrat. La loi doit continuer de fixer la réglementation de base applicable aux salariés sur les questions essentielles : seuil de déclenchement et taux de majoration des heures supplémentaires sur la base de 35 heures hebdomadaires, niveau et mode de progression du salaire minimum, santé et sécurité au travail, droit de la représentation du personnel, droit syndical, droit de la négociation collective, droit de grève. Pour l'hygiène, la sécurité les conditions de travail : L'indépendance de la médecine du travail sera assurée, les CHSCT verront leurs droits et moyens augmenter, afin d'assurer une meilleure protection des salariés face aux accidents, aux maladies professionnelles. Les effectifs de l'inspection du travail seront doublés et les moyens de contrôle et de sanction améliorés.

La puissance publique doit également intervenir pour assurer un accès de tous à la formation professionnelle.

5. Changer le cours de la construction européenne

a. Les peuples se détournent de l'Europe

La plus grande faute des partisans de la concurrence « libre et non faussée» est d'avoir galvaudé l'idée européenne.

Socialistes, nous sommes profondément européens. Depuis longtemps, nous plaçons pour l'émergence d'une communauté politique souveraine, espace de solidarité et de progrès. Voilà sans doute la plus grande faute des partisans de la concurrence « libre et non faussée», traduction technique du marché sans entraves : ils ont galvaudé l'idée européenne.

Les institutions de l'Union sont légitimement contestées. La Commission est obsédée par la libre concurrence au détriment de la redistribution, elle organise le démantèlement des protections sociales, du droit du travail et des services publics. La

jurisprudence récente de la Cour de Justice, qui multiplie les arrêts favorables au dumping social au nom de la sacro sainte liberté d'installation, inquiète légitimement les syndicats européens. La politique monétaire de la BCE, uniquement tournée vers la désinflation, pénalise la croissance et l'emploi. L'élargissement a contribué à aggraver la complexité du fonctionnement communautaire.

Nombre de directives sont destructrices de droits. Ainsi, le texte sur le temps de travail, qui confirme la limitation aux 48 heures hebdomadaires, avec toutefois la possibilité de dérogation jusqu'à 60 ou 65 heures si le travailleur concerné marque « son accord explicite » ! Ainsi, la directive retour, véritable « directive de la honte » qui durcit considérablement les conditions de rétention des immigrés en situation irrégulière.

Rien d'étonnant à ce que les peuples se détournent de l'Europe, devenue synonyme de technocratie aveugle au service du seul libéralisme. Les « non » français et hollandais en 2005, le « non » irlandais aujourd'hui, témoignent de cette défiance croissante. La ratification (par voie parlementaire) poursuit son cours. L'Irlande est, implicitement ou explicitement, invitée à revoter. Cet aveuglement n'est pas nouveau. Il est inacceptable que la voix des peuples soit ignorée. En démocratie, la règle du jeu ne peut être changée en cours de route. Le traité de Lisbonne prévoit la nécessité d'une ratification unanime par les 27. Après le rejet irlandais, le traité de Lisbonne doit donc être déclaré caduc. Plutôt que de s'interroger sur les raisons de la crise, les dirigeants de l'Union sont tentés, une fois de plus, par le passage en force et la fuite en avant. Quitte à tuer, définitivement, la belle idée européenne.

La Gauche ne saurait se contenter de prôner une simple inflexion des politiques européennes. Seule une réorientation profonde de la construction communautaire permettra de réconcilier l'Union et les citoyens.

b. Réorienter la construction européenne

Une autre politique monétaire

Il est temps de revenir sur l'indépendance de la BCE et sur ses statuts. Son seul objectif ne peut être la lutte contre l'inflation. Elle doit prioritairement soutenir la croissance et l'emploi en revenant sur les politiques de resserrement du crédit et sur le choix de l'euro fort.

Une autre politique budgétaire

Pour soutenir l'activité, il est urgent d'utiliser le levier de la politique budgétaire. Cela ne sera possible que si l'UE révisé le pacte de stabilité qui rogne les marges de manœuvre des Etats-membres.

Il est également indispensable de dégager des recettes au niveau européen pour doter l'Union d'un budget digne de ce nom. Cette augmentation est notamment nécessaire pour financer la solidarité avec les Etats les moins riches, condamnés sinon au dumping social et fiscal pour attirer les investissements. Enfin, nous plaidons pour la création d'un impôt européen sur les sociétés affecté au budget communautaire.

Une politique industrielle et d'innovation ambitieuse

Devant le déclin relatif de l'économie européenne dans le monde, nous proposons, plutôt que la stratégie de Lisbonne, l'élaboration d'un « New Deal » européen financé par l'emprunt, consacré notamment à l'innovation industrielle.

Un « New Deal » qui doit avoir pour objectif d'accroître considérablement l'effort de recherche dans le domaine du remplacement énergétique, les biotechnologies à

Il est inacceptable que la voix des peuples soit ignorée.

vocation écologiques et les nouveaux procédés industriels. Cela doit s'accompagner d'une politique d'investissement massif dans les infrastructures (classiques mais aussi numériques) et l'aide aux industries existantes. Un « New Deal » qui favorise l'émergence de champions industriels européens.

Enfin, nous proposons l'élaboration d'une stratégie européenne de développement qui passe par la construction d'une véritable CERI (Communauté Européenne de la Recherche et de l'Industrie), sur le modèle de la CECA (Communauté européenne du charbon et de l'acier).

Protéger les services publics.

La France doit exiger un moratoire immédiat sur les libéralisations en cours (postale, ferroviaire). Faute d'une politique européenne plus audacieuse dans le domaine, nous devons exiger obtenir la possibilité pour chaque pays de décider des modes d'organisation des SIEG (Services d'intérêts économique général), y compris pour les secteurs déjà dérégulés (énergie, télécommunications, etc.). Une directive-cadre doit définir les principes communs à tous les services publics et garantir les possibilités de financement public.

Construire l'harmonisation sociale et fiscale

L'Europe sociale est au point mort. A nous de relancer ce projet qui passe par la convergence progressive des standards sociaux de base et l'harmonisation fiscale pour lutter contre le dumping. A l'occasion des prochaines élections européennes, le PS doit proposer :

- la création d'un serpent fiscal européen concernant la fiscalité des sociétés au sein de la zone euro.
- la mise en place d'un salaire minimum européen.

c. L'Europe a besoin de la gauche

La co-présidence entre progressistes et conservateurs au Parlement européen doit être abandonnée.

Pour changer l'Europe, il faut une gauche forte et volontariste. Or la social démocratie européenne a, majoritairement, choisi la voie du renoncement. Ce choix s'explique par l'incapacité des « progressistes » à penser le capitalisme financier transnational et ses conséquences. En retard d'une révolution, ils ont finalement rendu les armes. Plutôt que d'élaborer une réponse politique, ils ont suivi le mouvement tout en faisant mine d'en maîtriser la direction. **L'acceptation des co-présidences au Parlement européen en est une illustration éclatante.** À quelques exceptions près, la plupart des sociaux-démocrates européens – écartés du pouvoir dans les années 1980 – se sont engagés dans un processus de révision idéologique, renonçant à toute ambition de transformation sociale radicale et intégrant à leurs programmes la majeure partie des prescriptions économiques des libéraux.

L'heure est à la reconstruction d'une gauche européenne digne de ce nom. La première exigence est de mettre les forces de gauche autour d'une même table, de tenter un diagnostic précis des problèmes prioritaires pour le monde du travail, de l'état du monde et de l'Europe et de favoriser des combats concrets communs.

Nous devons également lancer des initiatives unitaires des gauches européennes sur des sujets clefs comme par exemple l'élaboration d'un traité social organisant des convergences sociales vers le haut (SMIC européen, progressivement unifié).

La recherche d'éléments communs pour une plateforme européenne entre les partis regroupés au sein du PSE et ceux qui siègent dans la « gauche unitaire européenne » pourrait être une étape dans ce sens. De même, la constitution d'un intergroupe permanent des gauches au sein du Parlement européen permettrait d'ouvrir une

nouvelle période politique dans cette instance, où le consensus PSE-PPE se traduit par une déroute chronique de la gauche. **Seule une gauche rassemblée pourra réellement influencer sur la politique européenne**

6. La reconquête de la démocratie

Tout pouvoir vient du suffrage universel. Ce principe est malheureusement souvent mis à mal par la réalité.

Tout pouvoir vient du suffrage universel. Cette évidence théorique est, reconnaissons-le, souvent démentie par la réalité.

Dès qu'il y a pouvoir, il y a tentation de le confisquer. Nul n'est besoin de démontrer ici le poids considérable des oligarchies dans la société française : elles sont d'ordre économique bien sûr, mais aussi politique, administratif, intellectuel, médiatique. Elles tentent d'imposer une vision univoque de la réalité (c'est le fameux et autoproclamé " cercle de la raison ") mais aussi d'infléchir la politique gouvernementale dans un sens conforme à leurs intérêts.

Dès lors, l'approfondissement de la démocratie dans tous les domaines reste notre priorité.

Approfondir la démocratie politique : vers une 6ème république

La crise de défiance des citoyens vis-à-vis du pouvoir politique, en France comme en Europe, appelle une refonte profonde de nos pratiques qui ne peuvent se résumer à une nécessaire réforme institutionnelle.

Une 6ème République qui réhabilite la responsabilité politique

Les institutions de la 5ème république sont profondément étrangères aux valeurs de la gauche. D'abord, parce qu'elles organisent une insupportable personnalisation du pouvoir. La nature présidentialisée du régime, induite par la révision de 1962, a été aggravée par le passage au quinquennat et l'inversion du calendrier électoral qui fait découler les législatives des présidentielles. Dans ce système là, le déséquilibre entre législatif et exécutif est structurel. D'autant que le chef de l'exécutif, irresponsable politiquement, garde le droit de dissolution de l'Assemblée.

La réhabilitation de la responsabilité politique ne peut s'effectuer qu'en mettant en œuvre des formes d'organisation qui contraignent l'exercice de tout pouvoir au contrôle démocratique. C'est pour cela que nous faisons clairement le choix d'un régime parlementaire de type primo-ministériel, dans lequel le premier ministre se voit consacré seul responsable de l'Exécutif. Dans le même temps les pouvoirs de l'Assemblée Nationale doivent être renforcés, notamment en lui confiant de nouvelles missions, en lui garantissant le contrôle de son ordre du jour, en supprimant l'article 49-3, sauf pour la Loi de Finances, en limitant fortement le recours aux ordonnances (article 38).

Une 6ème République miroir de la diversité de la société française

Ce nouveau régime devra permettre de tisser de nouveaux liens entre les citoyens et leur système politique représentatif, ce qui suppose une plus grande accessibilité à la fonction d'élu. Un véritable statut de l'élu sera constitutionnalisés. L'éligibilité et la participation aux élections locales seront accordées aux étrangers non communautaires.

La parité homme/femme sera améliorée et optimisée : tous les organes exécutifs, des Bureaux Municipaux au Gouvernement, en passant par les exécutifs des collectivités locales, ainsi que les structures d'intercommunalité, devront être paritaires.

Donner un second souffle à la démocratie sociale

La participation des salariés aux décisions concernant la vie de l'entreprise reste encore très faible. Elle doit passer par un dialogue social affirmé via les organisations syndicales, mais aussi trouver de nouvelles formes.

La réforme en cours sur la représentativité et les évolutions internes à chaque organisation vont changer la donne dans les années à venir.

Nous pouvons cependant affirmer, dès maintenant, un certain nombre de propositions :

- accord majoritaire des salariés, avec des organisations considérées comme représentatives en fonction du vote des salariés aux élections professionnelles ;
- défense du principe de faveur, reposant sur une hiérarchie des normes du niveau interprofessionnel à l'entreprise en passant par la branche, dans un sens protecteur du salarié ;
- développement du dialogue de branche et territorial pour les salariés des petites entreprises (un salarié sur deux en France) ;
- financement public des syndicats.

Seule cette nouvelle légitimité conférée aux acteurs sociaux peut permettre d'envisager un équilibre nouveau entre la loi et la négociation collective.

Assurer le pluralisme médiatique

Une loi anti-concentration en France et l'adoption d'une directive européenne garantissant la liberté d'expression et d'information sont devenues indispensables pour garantir le pluralisme dans les médias.

Interdire aux entreprises vivant de la commande publique de détenir des parts dans le secteur des médias.

De même, les socialistes doivent s'engager à mettre fin aux intérêts croisés entre l'industrie des médias et la commande publique en interdisant aux firmes vivant de la commande publique (bâtiment, armement, distribution de l'eau) de détenir des parts dans le secteur des médias.

Par ailleurs, la question du contenu et du sens de la télévision publique n'est pas dissociable de celle de son financement. La course à l'Audimat qui conduit à l'uniformisation des programmes pour obtenir des recettes publicitaires doit cesser. Pour autant, nous ne saurions approuver le projet actuel de la droite. La suppression de la publicité pour les chaînes publiques, décidée brutalement et sans contrepartie satisfaisante, est principalement motivée par le souci d'aider financièrement les chaînes privées dirigées par des proches du Président. A terme, cette réforme va menacer l'existence même du service public de l'audiovisuel et aggraver son assujettissement au pouvoir exécutif. Nous proposons donc de compenser la perte des recettes publicitaires des chaînes publiques par une taxe sur les revenus de la publicité des chaînes privées et par une augmentation de la redevance dont les ménages modestes doivent rester exonérés.

Le premier engagement à prendre est celui de revenir sur tous les dispositifs liberticides adoptés depuis 2002.

7. Une société de progression des droits et libertés

Le fichier EDVIGE est la dernière invention de la droite dans sa politique globale d'offensive sécuritaire. Face à cette dérive, la gauche doit clairement promouvoir les libertés et cesser d'être sur la défensive par peur d'apparaître « laxiste » aux yeux des Français. Le premier engagement à prendre est celui de revenir sur tous les dispositifs

liberticides adoptés depuis 2002.

a. Défendre les libertés fondamentales face à l'offensive sécuritaire : une société de prévention et de justice plutôt qu'une société d'ordre

Nous proposons de revenir à la **police de proximité** : une police de présence et de dissuasion, de prévention. Un redéploiement des effectifs de police et de gendarmerie, entre personnels permanents et forces d'intervention ponctuelle, mais aussi entre territoires, est nécessaire.

Une nouvelle politique carcérale et une justice des mineurs dignes de ce nom.

Il y a également urgence à mettre sur pied **une nouvelle politique carcérale et une justice des mineurs dignes de ce nom**. La rétention de sûreté viole le principe fondamental de l'égalité des délits et des peines défini dans la Déclaration des droits de l'Homme. Il en va de même des peines plancher. La question de l'application des peines et leur suivi est essentielle et pose celle des moyens de la justice. C'est particulièrement le cas concernant les mineurs. Nous devons revenir sur la remise en cause de l'ordonnance de 1945. Il ne s'agit pas de laisser des délits sans réponse, mais de trouver de réels moyens pour l'aide sociale à l'enfance et les peines alternatives. Il faut enfin revoir le fonctionnement des comparutions immédiates : justice rapide ne veut pas dire justice expéditive.

Nous devons revenir sur la remise en cause de l'ordonnance de 1945.

La prison abîme aujourd'hui plus qu'elle ne corrige. Ce n'est pas tant d'une énième réforme du code pénal mais de moyens dont ont besoin les tribunaux et les services de suivi des condamnés. Le recours de plus en plus fréquent à l'emprisonnement entraîne une surpopulation explosive, au mépris parfois de la dignité humaine et transforme en vœu pieux toute velléité d'aide à la réinsertion.

b. Pour une nouvelle politique de gauche de l'immigration : une richesse plutôt qu'une contrainte

Les déséquilibres de la planète, les guerres, les tyrannies, la pauvreté, sont la principale cause des migrations humaines. Nous sommes confrontés à un phénomène durable et il serait parfaitement illusoire de croire que les migrations, clandestines ou non, se stabiliseront, voire régresseront, sans que soit élaborée une autre politique de développement à l'échelle de la planète, pour corriger les inégalités qui en sont la cause.

Face cette situation, les conservateurs ont développé, dans tous les pays, une politique de stricte fermeture des frontières, avec l'édification de véritable no man's land voire de murs, comme veut le faire Georges Bush à la frontière mexicaine. Nous assistons donc à un double processus:

- D'un côté la dérégulation des marchés, la mise en concurrence des productions alimentaires locales avec celles, importées et subventionnées, des pays développés, accroissent les inégalités et suscitent une crise alimentaire mondiale sans précédent.
- De l'autre les gouvernements qui organisent ces politiques, multiplient les mesures purement policières et sécuritaires pour assurer l'étanchéité des frontières, flattent les sentiments xénophobes (oubliant que la proportion d'étrangers dans notre pays n'augmente pas) et organisent de véritables traques des immigrés. La politique de l'actuel gouvernement français est, sans doute, la caricature de ce type de position.

Ainsi la mondialisation libérale organise la misère en même temps qu'elle criminalise ceux qui la fuient.

Ainsi la mondialisation libérale organise la misère en même temps qu'elle criminalise ceux qui la fuient.

La gauche doit prendre la mesure de ces questions et sortir de l'atonie dans laquelle elle se trouve trop souvent lorsqu'il s'agit de les aborder. Les choix faits par nos

camarades espagnols montrent que cela est possible.

L'affirmation de cette nouvelle orientation sur l'immigration est, pour nous, non seulement un impératif moral, mais aussi une nécessité politique et économique. En effet, à l'horizon 2050, l'Europe sera confrontée à un grave déficit démographique. Pour empêcher une diminution de la population totale, il faudrait que l'UE accueille 47 millions d'immigrés ; pour maintenir l'effectif de la population active, le chiffre serait de 77 millions. De plus, le vieillissement de la population française ne cesse de se confirmer : en dix ans l'espérance de vie a augmenté de 3 ans pour arriver à 84,4 ans pour les femmes (le chiffre le plus important sur le continent) et 77,5 ans pour les hommes. Ces phénomènes démographiques pèsent sur notre croissance et nos retraites.

Nous devons comprendre que l'immigration est une chance pour la France et l'Europe de demain. La politique politique du gouvernement Sarkozy a abouti à la stigmatisation et à la multiplication des sans-papiers.

Une nouvelle politique d'immigration passera donc nécessairement par un plan initial de régularisation. Il faut également proposer des visas de travail permettant des allers-retours simplifiés avec le pays d'accueil. La lutte résolue contre le travail au noir doit accompagner cette politique.

c. Pour une politique de gauche de lutte contre toutes les discriminations

Au nom de l'égalité, nous faisons de la lutte contre toutes les discriminations une priorité pour la gauche. Toutes les discriminations doivent être combattues, qu'elles soient liées au sexe, à l'orientation sexuelle, à l'origine réelle ou supposée, au handicap, à l'âge... Là encore, il nous faut désormais clarifier tant notre discours que nos moyens d'action.

Lutter contre les discriminations : un combat pour l'égalité plutôt qu'une valorisation individuelle

Depuis quelques années, la droite tente de s'approprier le combat contre les discriminations par le seul biais de la promotion individuelle - et ultra-médiatisée - de quelques parcours. Dans le même temps, pour l'immense majorité, les discriminations raciales demeurent. Il existe un lien très fort entre la lutte contre les discriminations et la lutte contre les inégalités sociales et territoriales. Aujourd'hui ce sont les mêmes qui souffrent de discriminations et d'exclusion sociale.

Les politiques publiques, par l'action de l'Etat et des collectivités locales, doivent ensemble porter ce combat : en luttant contre les discriminations en leur sein tout d'abord ; en faisant respecter la loi, ensuite : nous devons exiger, en ce sens, une véritable mobilisation des préfetures et de la justice ; en encadrant et en incitant les entreprises et l'ensemble des acteurs concernés à s'engager.

Lutter contre les discriminations liées à l'orientation sexuelle.

Le droit de chacun à vivre sa sexualité doit enfin devenir un droit fondamental dans une société moderne de liberté. Pour cela il faut commencer par lutter avec la plus grande fermeté contre les discriminations homophobes. Le PACS a constitué une avancée indéniable pour la reconnaissance officielle et les droits des gays et des lesbiennes. Il est temps aujourd'hui de le compléter par de nouveaux droits. Ainsi, le pacte doit être signé en mairie et non au tribunal d'instance, il doit aller plus loin en matière de retraite, de pension de réversion, de veuvage, de successions, ou d'imposition commune. De plus, il faut mettre fin aux difficultés rencontrées par les couples binationaux pacés pour obtenir un titre de séjour.

Les discriminations fondées sur l'identité de genre qui ne sont actuellement pas

reconnues par la loi seront combattues au même titre que celles fondées sur l'orientation sexuelle. Le mariage, l'adoption seront ouverts aux couples de même sexe. L'accès à la procréation médicalement assistée fera l'objet d'un débat.

L'égalité hommes-femmes : plutôt qu'une bataille passée, un combat à mener dans la sphère sociale, économique et politique.

La perspective féministe est au cœur de notre projet d'égalité. Or, les femmes continuent de subir des inégalités et des violences que rien ne justifie. Elles assument toujours la majeure partie des tâches domestiques. Elles subissent de plein fouet la précarité du travail et la pauvreté. Elles restent sous payées par rapport aux hommes. Le droit à disposer de leur corps est remis en cause, dans les actes et les discours, sur les conditions de l'IVG. Les violences faites aux femmes restent une réalité inacceptable. **Tous ces combats sont encore à mener et font intégralement partie d'un projet socialiste.**

La parité doit devenir un réflexe et non une contrainte.

La crise sociale frappe plus durement les salariées, première victime des temps partiels non choisis, que les salariés, que la précarisation et les délocalisations, touchent en priorité les emplois féminins et que les différences de salaires restent réelles même si elles diminuent. **La lutte pour l'égalité réelle des salaires et de la formation est, plus que jamais, d'actualité.**

Nous devons enfin **repenser la logique même de notre politique familiale.** La France est aujourd'hui le pays d'Europe où l'on fait le plus d'enfants. Pourtant, les politiques familiales ne tiennent toujours pas compte des revenus et privilégient toujours les modes de garde à domicile et les interruptions de carrière des femmes sur les modes de garde collectifs. Les progrès en la matière concerneront tant les hommes que les femmes et permettront d'aller enfin **vers une société de mixité.**

8. Une société d'émancipation.

Parti de conquête de libertés et de droits nouveaux, le PS est aujourd'hui sur la défensive, pris au piège du discours sarkozyste fondé sur l'émotion, la peur, la compétition entre les individus. La droite a imposée, au moins provisoirement, une certaine vision du monde, grâce à sa capacité à mobiliser les peurs des français et à flatter le « bon sens ». Elle a gagné cette bataille sur au moins six débats : l'ordre et la sécurité, l'école et la notion de réussite, la laïcité, l'immigration, la lutte contre les discriminations, la valeur travail. Dans tous ces domaines, la gauche a été renvoyée à un soi-disant élitisme, déconnecté de la vie quotidienne.

Renouer avec un projet d'émancipation

Un nouveau pacte éducatif national

La gauche doit proposer un nouveau pacte éducatif aux français. **L'école a besoin d'une réforme globale dont le principe serait : travailler mieux et différemment.** Pour éduquer le citoyen du 21e siècle, d'abord, comme une personne consciente de ses droits et de ses devoirs, ouverte sur les autres et autonome dans ses jugements. Pour former le futur travailleur, ensuite, le qualifier en lui donnant les outils qui lui permettent de s'adapter aux innovations technologiques. Pour relancer l'ascenseur social enfin, en démocratisant l'école.

- Il faut augmenter, et non réduire, le nombre de jours de présence effective à l'école en allégeant le contenu de chaque journée.

L'école a besoin d'une réforme globale dont le principe serait : travailler mieux et différemment.

- Un cadre national pour une politique périscolaire devra accompagner ces nouveaux rythmes : activités artistiques, culturelles et sportives doivent être développées avec le soutien de l'Etat, par les collectivités locales, les associations et les fédérations d'éducation populaire. Elles sont un facteur de bien être et de réussite, une façon de renouer avec le plaisir d'apprendre.
- Développer la scolarisation dès 2 ans en accompagnement de la généralisation des modes de gardes collectifs avant 3 ans.
- Permettre la diffusion d'une pédagogie différenciée à toutes les étapes de la scolarité. Sur le modèle des RASED (Réseau d'Aide Spécialisée aux Elèves en Difficulté) aujourd'hui asphyxiés par la droite. Il faut pour cela revenir sur les suppressions de postes et favoriser le travail en petits groupes.
- Garantir un véritable droit à la qualification pour tous les jeunes dans le service public d'éducation. Cela suppose de renoncer à l'apprentissage à 14 ans instauré par la droite et de redonner la priorité à l'enseignement professionnel public, en offrant aux jeunes une véritable voie éducative des métiers, avec une possibilité de sortie qualifiante ou de poursuite d'études à tous les niveaux.
- S'attaquer à la question de la mixité scolaire. La sectorisation est un outil qui peut combiner intérêt de l'enfant et mixité sociale grâce à une stratégie de reconquête des établissements publics en difficulté. Dans les quartiers populaires, l'école doit proposer à tous l'excellence : classes à effectifs allégés, enseignants expérimentés, choix dans les options, réseaux d'aide renforcés, dispositifs de classes relais...

Notre responsabilité est de construire l'école du siècle prochain. Nous devons nous engager à donner à l'école les moyens dont elle a besoin.

Les jeunes qui accèdent aujourd'hui à l'âge adulte vivent moins bien que leurs parents au même âge. Sans constituer une catégorie sociale homogène, ils partagent néanmoins une aspiration commune à l'autonomie, et pour beaucoup une véritable inquiétude quant à leur insertion dans le monde du travail.

C'est pourquoi, il faut élaborer un statut social pour les jeunes en formation et en insertion auquel doit

Notre responsabilité est de construire l'école du siècle prochain. Nous devons nous engager à donner à l'école les moyens dont elle a besoin. Et nous pouvons dès aujourd'hui associer les collectivités locales de gauche, déjà très impliquées dans les questions éducatives, les associations d'éducation populaire, les familles, les syndicats d'enseignant, dans l'élaboration, en commun, d'un projet pour l'école dont l'objectif serait la réussite de tous, et non celle de quelques uns.

Un projet pour la jeunesse : insertion et émancipation

Les jeunes qui accèdent aujourd'hui à l'âge adulte vivent moins bien que leurs parents au même âge. Sans constituer une catégorie sociale homogène, ils partagent néanmoins une aspiration commune à l'autonomie, et pour beaucoup une véritable inquiétude quant à leur insertion dans le monde du travail.

Si l'enseignement supérieur, s'est massifié, sa démocratisation est loin d'être achevée. La moitié d'une classe d'âge travaille dès la sortie du lycée ou dès 16 ans ; les enfants d'ouvriers ne sont plus que 6 % en troisième cycle universitaire, quant ils représentent près de 40% des 12-25 ans. Pourtant, on sait que si le diplôme n'est plus un rempart contre le chômage, ne pas en avoir y condamne presque à coup sûr.

Entre l'enfance et l'âge adulte, la jeunesse est une période de la vie durant laquelle les individus sont confrontés à une alternative : la dépendance vis-à-vis de la solidarité familiale ou le salariat subi (petits boulots, stages à répétition mal rémunérés...).

C'est pourquoi, il faut élaborer un statut social pour les jeunes en formation et en insertion auquel doit être liée une allocation autonomie, conditionnée aux ressources propres des jeunes, et un certain nombre de droits, dans les domaines de la santé, des transports, etc. Il doit aussi comporter un volet important d'aide à l'insertion professionnelle, notamment un encadrement des stages, et servir de socle à

être liée une allocation autonomie, conditionnée aux ressources propres des jeunes, et un certain nombre de droits, dans les domaines de la santé, des transports, etc.

La mise en sécurité sociale de la jeunesse doit être une nouvelle conquête portée par la gauche.

la prise en compte des années de formation et de stage dans le calcul de la retraite. La mise en sécurité sociale de la jeunesse doit être une nouvelle conquête portée par la gauche.

Pour un droit aux vacances.

Trois millions d'enfants ne partent pas en vacances chaque année en France, l'été. Parmi ceux-ci, deux millions des 5-19 ans ne partent même pas un week-end hors de chez eux et un million partent moins de quatre nuits consécutives selon l'Observatoire des Vacances et des Loisirs des Enfants et des jeunes (OVLEJ).

Dans une société où le départ en vacances constitue le modèle social pour une majorité d'enfants et d'adolescents, ne pas partir en vacances représente une inégalité et une injustice sociale majeure. Le premier obstacle au départ en vacances, c'est le coût des séjours, ce sont des raisons financières.

A l'heure actuelle, des dispositifs d'aides aux départs en vacances existent mais sont insuffisants et dispersés entre différents acteurs. C'est à l'Etat de s'engager et de rendre effectif le droit aux vacances pour tous par la création d'une aide au départ en vacances pour les enfants et adolescents mineurs (ADV).

Cette aide d'un montant minimum de 200 euros, versée sous conditions de ressources, serait affectée directement au financement de séjours organisés par les centres de vacances agréés.

Pour un nouveau projet culturel

Libéral, le pouvoir assume la casse du service public de la culture et favorise les concentrations capitalistiques. Autoritaire, il multiplie les interventions dans le contenu rédactionnel des médias amis. Conservateur, il favorise le développement de la fracture entre ceux qui savent, se cultivent et créent d'une part et ceux qui apprennent, se divertissent et (re)produisent d'autre part.

Nicolas Sarkozy glorifie la « simplicité » de l'aspiration au divertissement télévisuel (quand le pain devient cher donnons des jeux), fixe des critères d'évaluation purement commerciaux à sa Ministre, et prône, non plus la diversité des cultures, mais la sacralisation des identités confessionnelles. De son côté, la gauche a abandonné la bataille de la culture. Elle met en avant, à raison, sa remarquable action culturelle locale. Mais elle doit aussi défendre un projet global, comme elle l'a fait dans les années 1980 avec le soutien à de nouveaux champs de la création, ou en 1997 avec le plan sur l'art à l'école et la reconnaissance d'une nouvelle génération de lieux culturels.

Un nouveau projet culturel de gauche doit reposer sur trois axes : l'éducation à la culture, l'aménagement culturel du territoire, et le soutien aux artistes.

L'éducation à la culture. La collectivité a une mission essentielle de démocratisation de la culture, tout au long de la vie. A l'école - où elle doit être présente dans les programmes mais aussi à travers des projets associant les artistes -, mais aussi hors du temps scolaire, par l'éducation populaire, les pratiques amateurs, la promotion de la diversité culturelle, la lutte contre le formatage et toutes les formes de censures, etc.

La gauche doit développer et valoriser la pratique des arts et cultures populaires.

Valoriser les arts et cultures populaires. Il appartient à la gauche de valoriser les arts et cultures populaires qui puisent leur source dans l'histoire sociale des populations. Pour cela, il est nécessaire à la fois de favoriser les pratiques amateurs, structurer les formations professionnelles et créer les conditions de leur reconnaissance institutionnelle.

Culture et territoires. Les politiques locales, ambitieuses et innovantes, de nombreuses collectivités de gauche masquent la réalité du désert culturel d'une

grande partie des territoires. Les politiques culturelles locales sont une incontestable réussite mais la plus grande partie des champs investis par les villes (spectacle vivant, pratiques amateurs, arts urbains) et les régions (cinéma) le sont volontairement, et donc sans contrepartie ni péréquation. Nous devons retrouver l'ambition d'un aménagement culturel du territoire, urbain et rural. Il faut également soutenir le développement de la diversité des pratiques artistiques : projets culturels coproduits entre publics et artistes, reconnaissance de nouveaux champs de la création, présence de l'art dans l'espace public... Enfin des nouveaux modes de soutien à l'action culturelle locale (au-delà de la seule subvention trop souvent réservée aux structures existantes) doivent être imaginés.

Du droit à vivre de son art. Le besoin de culture, d'expression créative n'a jamais été aussi fort. L'idée se répand que « tout le monde est un artiste » puisque les outils techniques de la création sont désormais accessibles à tous. L'industrie culturelle et médiatique s'est engouffrée dans cette tendance. Dans ce contexte, il devient tentant de considérer que les artistes n'ont pas de raison de revendiquer un droit spécifique à la protection de leurs œuvres et à vivre de leur création. Reconnaître que la culture peut être une activité non marchande est pour cette raison primordial. Sauver l'intermittence, par la mise en place au minimum du projet de loi de 2005 est indispensable, pour reconnaître qu'un artiste peut exercer plusieurs fonctions et, tout simplement, faire respecter le code du travail.

Internet est un espace de liberté qui permet à tous d'accéder dans les mêmes conditions à des savoirs et contenus culturels. Il s'agit de reconnaître le caractère licite des échanges, à condition qu'ils soient non commerciaux et qu'ils donnent lieu à une forme de rémunération des artistes. A partir du moment où Internet génère des profits, entre autre parce que des contenus culturels sont sur la toile, il est légitime que leurs auteurs en reçoivent leur part. Dans la mesure où les modes de diffusion évoluent, il faut faire évoluer les modes de rémunération des artistes, comme cela a été fait pour le cinéma, ou pour la diffusion de la musique dans les bars avec la SACEM. C'est la raison d'être de la licence globale, que nous devons défendre.

La Laïcité, plus que jamais

Les socialistes doivent renouer avec le combat laïc avec fierté et détermination, à l'heure de l'offensive de Nicolas Sarkozy pour reconnaître un rôle politique aux religions et enfermer chaque citoyen dans une appartenance religieuse ou ethnique. La laïcité c'est d'abord un principe d'organisation sociale et politique issue des Lumières et fondé sur la raison. C'est surtout la seule voie de l'émancipation des individus, garantissant la paix civile et la fraternité entre tous les citoyens quelles que soient leurs croyances ou leurs origines. Chacun doit pouvoir pratiquer sa religion sans être victime d'aucune discrimination. En revanche les interdits religieux ne doivent, en aucun cas, gêner ou limiter la vie collective ainsi que la liberté d'expression. L'espace public (en particulier le service public porteur d'autorité) doit rester strictement neutre. Une charte de la laïcité dans les services publics doit être élaborée, et les fonds publics réservés à la seule école publique.

A l'heure où Sarkozy fait sienne la vision du monde inspirée par les théories du choc des civilisations, nous devons promouvoir la laïcité hors de nos frontières, avec par exemple la constitution d'un espace mondial de la laïcité.

9. Pour une politique étrangère progressiste

L'idée selon laquelle la politique étrangère dépasse les clivages partisans est fautive. Les multiples initiatives de Nicolas Sarkozy témoignent qu'en matière de diplomatie et de défense, il y a bien des différences fondamentales entre la droite et la gauche. Nous

croyons qu'il est possible de jeter les bases d'une politique étrangère progressiste, contribuant au renforcement des principes de responsabilité, de liberté et de solidarité au niveau international.

Le multilatéralisme plutôt que le « choc des civilisations »

Une politique étrangère de Gauche devra prendre en compte l'émergence de nouvelles puissances. Face à l'unilatéralisme actuel, au service de l'hyperpuissance américaine, nous devons encourager l'émergence du multilatéralisme. C'est possible pourvu que l'Europe, et singulièrement la France, refuse l'alignement sur les Etats-Unis.

Le retour de la France dans le commandement intégré de l'OTAN, l'envoi de troupes supplémentaires en Afghanistan, ne vont pas dans ce sens. Ces décisions sont simplement destinées à donner des gages à l'administration Bush. Il faut rompre avec cette stratégie américano-dépendante. Cela passe, dans l'immédiat, par l'élaboration d'un calendrier de retrait d'Afghanistan, assorti d'objectifs civils et militaires.

Plus globalement, nous refusons de faire nôtre la théorie du « choc des civilisations ». Celle-ci consiste à présenter l'avenir comme une confrontation inéluctable entre la « civilisation occidentale » et les civilisations « islamiques », « russe » ou « chinoise. Elle représente une menace pour la paix et n'a pour seul objectif que de légitimer une hégémonie américaine de plus en plus fragile.

Cet affrontement peut être évité. Nous croyons à des solutions politiques et diplomatiques. L'Europe peut et doit y jouer un rôle.

Assumer le multilatéralisme, c'est également vouloir transformer les rapports de force au niveau international. La Gauche doit ainsi s'appuyer sur les dynamiques progressistes en Amérique Latine, en Afrique et en Asie.

Le combat pour la Mondialisation des Droits

La politique étrangère française et européenne ne peut se construire sans l'affirmation de principes forts. La question des Droits de l'Homme et de la Démocratie, si elle ne peut constituer l'ossature unique d'une politique étrangère cohérente, ne peut être esquivée au nom de l'efficacité d'une prétendue « diplomatie commerciale ».

De manière plus générale, la diplomatie française doit s'engager plus fortement dans la promotion de nouveaux droits au niveau international. Les droits sociaux doivent constituer un élément important, qui implique un renforcement du rôle de l'OIT, la promotion du droit à un « travail décent » dans toutes les politiques internationales, qu'elles soient commerciales ou financières. Le combat pour la Mondialisation des Droits, c'est reconnaître la nécessité de protéger et d'assurer l'accès à tous aux Biens Publics Mondiaux. Pour cela, toutes les formes de financement doivent être mobilisées. La taxe Tobin, ou d'autres systèmes internationaux de taxations pourraient être utilisés pour financer un fonds mondial en faveur des biens publics mondiaux.

Changer les organisations internationales

La crise du multilatéralisme est réelle. L'ONU a perdu de sa légitimité, l'OMC est légitimement contestée, comme le sont le FMI et la Banque Mondiale. Toutes ces organisations méritent d'être remaniées en profondeur : rééquilibrage entre pays du Sud et pays du Nord, démocratisation du fonctionnement, transparence dans la prise de décision.

Nous continuons à appeler de nos vœux la mise en place d'un conseil de sécurité économique et social au sein de l'ONU ou la création d'une véritable organisation mondiale de l'environnement. Pour mener à bien ces projets, il faut se trouver de

nouveaux alliés, notamment au Sud.

Enfin, la Mondialisation des Droits passe par une nouvelle hiérarchie des normes au niveau international. Les normes sociales et environnementales doivent primer sur les impératifs financiers et commerciaux.

Une autre politique de développement et de coopération

Pas de politique étrangère progressiste sans une politique de développement et de coopération digne de ce nom. Pourtant, la part du budget accordé à l'Aide Publique au Développement ne cesse de baisser, contrairement à nos engagements internationaux. Il est temps d'augmenter l'aide publique au développement, pour dépasser le seuil des 0.7% du PIB.

Mais il faut également remanier en profondeur les mécanismes d'aide, dont une part trop faible sert aujourd'hui effectivement à la réduction de la pauvreté. Cela implique d'en finir avec les réflexes néocoloniaux et le soutien militaire et économique à des dictatures corrompues. Le temps de la Françafrique est révolu. Posons les bases d'un nouveau partenariat avec les pays africains en renégociant les accords de sécurité et de défense, et en assurant au Parlement un réel contrôle sur la politique africaine de l'Élysée. Les Accords de partenariats économiques (APE) UE-ACP, inacceptables en l'état, doivent être profondément remaniés afin de favoriser l'exigence de développement des pays concernés.

III. RASSEMBLER

1. Un préalable : le refus de l'alliance au centre.

Faute d'avoir collectivement élaboré une position sur le sujet, les équations locales l'ont emporté, comme au bon vieux temps de la SFIO.

Le congrès de Reims sera utile s'il permet de clarifier les orientations stratégiques de notre Parti. Or les ambiguïtés sont loin d'être levées. Les élections municipales de mars dernier ont en effet semé le trouble dans nos rangs. Liste commune avec le MODEM dès le premier tour, fusion entre les deux tours, configurations en tout genre (avec ou sans le PCF, avec ou sans les Verts, etc....). Faute d'avoir collectivement élaboré une position sur le sujet, les équations locales l'ont emporté, comme au bon vieux temps de la SFIO.

Peut-on en rester là ? Evidemment non. Il est inconcevable qu'un parti de gouvernement comme le PS s'exonère d'une réflexion approfondie sur les questions stratégiques. Surtout lorsque certains théorisent une différence entre le niveau local, qui admettrait des alliances avec le MODEM, et le niveau national où il deviendrait infréquentable, et que d'autres plaident pour un rapprochement pur et simple

Nous ne saurions accepter ce nouvel avatar de la « troisième force ». D'abord parce que nos divergences avec le parti de François Bayrou sont nombreuses et importantes : n'est-ce pas M. Peyrelevade, vice-président du MODEM, qui propose de ponctionner les salariés français de 5 points du PIB au profit des entreprises ? Ensuite parce que la confusion qui naît des alliances droite/gauche contribue au malaise démocratique. Enfin parce que le rassemblement des forces de gauches a fait ses preuves sur le terrain électoral.

2. Une stratégie : l'unité de la gauche, un horizon, le grand parti.

La Gauche n'est jamais arrivée au pouvoir que rassemblée. Ce fut le cas avec le Front populaire en 1936, avec l'Union de la gauche en 1981 ou même avec la Gauche plurielle en 1997. Aujourd'hui encore, l'union reste le talisman de la victoire. Mais nous ne pouvons nous contenter de la version minimale que constituent les accords électoraux signés in extremis.

Nous n'avons pas d'ennemis à gauche.

Un cycle historique s'achève. Nous pensons que la réunification de toutes les composantes de la Gauche politique et sociale est un horizon crédible. Les divergences idéologiques entre les différentes formations politiques progressistes peuvent s'estomper. Nous n'avons pas d'ennemis à gauche. Le Parti communiste, s'il a conservé ses spécificités en termes d'histoire, d'organisation et de militantisme, ne se distingue plus fondamentalement du mouvement socialiste depuis qu'il a renoncé à la dictature du prolétariat et au centralisme démocratique. Les Verts, en ayant abandonné le ni gauche-ni droite se situent clairement dans le camp du progrès parce que le système libéral, entièrement tourné vers la rentabilité et le profit, ne saurait satisfaire les exigences écologistes. Le MRC et le PRG partagent nombre de nos analyses et de nos propositions. Bref, nos différends ponctuels doivent renouveler les débats et non pérenniser les clivages dépassés.

Bref, nos différents ponctuels doivent renouveler les débats et non pérenniser les clivages dépassés.

Engager une démarche politique qui crée les conditions de l'émergence d'un "Parti de la Gauche" nous apparaît comme un élément stratégique déterminant : tout autant pour la reconquête de l'électorat populaire que pour ouvrir de nouvelles perspectives, rendre l'espoir à tous ceux qui subissent les conséquences de la mondialisation libérale. C'est donc à un dépassement que nous appelons le parti socialiste : il en va de son avenir et de celui de toute la gauche. Bien sûr ce dépassement n'est pas compatible avec l'adoption d'une ligne sociale-libérale par le Parti socialiste. Prenons

Le grand rassemblement de la gauche, est le seul moyen d'éviter la multiplication des clivages artificiels, de reconstruire une gauche de débat et de lutte, pour jeter les bases d'un puissant Parti du Progrès.

On ne peut dénoncer à la fois la nature présidentieliste du régime à la tribune de l'Assemblée et importer au sein de notre organisation tous les principes de fonctionnement de la Vème République.

garde à ne pas laisser se structurer une bipolarisation au sein même de la gauche avec, d'un côté, un pôle dit de radicalité et, de l'autre, un parti dit réformiste et modéré, qui risquerait de conduire durablement à l'impuissance.

Le grand rassemblement de la gauche, est le seul moyen d'éviter la multiplication des clivages artificiels, de reconstruire une gauche de débat et de lutte, pour jeter les bases d'un puissant Parti du Progrès.

3. Un outil : un nouveau parti socialiste

Vainqueur aux élections locales, le PS a pourtant perdu de son attractivité et de sa combativité. Retrouver cette attractivité perdue passe évidemment par le choix d'une orientation ambitieuse. Mais cela ne suffit pas. Il faut rénover les pratiques, favoriser l'émergence d'un nouveau militantisme, promouvoir le débat et la formation.

Avec un préalable. Parce que nous croyons au rôle irremplaçable des militants socialistes, nous n'admettrons jamais de voir notre parti se transformer progressivement en un club de supporters. **C'est la raison pour laquelle il est temps d'en finir avec la personnalisation des enjeux au sein du PS.** On ne peut dénoncer à la fois la nature présidentieliste du régime à la tribune de l'Assemblée et importer au sein de notre organisation tous les principes de fonctionnement de la Vème République.

Un parti de débat

Pour être non seulement un parti de militants efficaces "sur le terrain", mais aussi un parti militant, capable de défendre ses principes, **le PS doit redonner une importance à la formation et à la discussion intellectuelle.**

Il faut multiplier les occasions de rencontres, de débats, de confrontations. Nos conseils nationaux ne peuvent plus être des grandes messes de deux ou trois heures, où la prise de parole est réservée à quelques uns... Ils doivent devenir un espace de débats et d'élaboration collective.

Un fort soutien aux structures proches du PS contribuant à la production d'idées est indispensable. Des conventions nationales ouvertes à la « société civile » et au reste de la gauche, doivent être organisées. La tenue de forums départementaux réguliers, ouverts aux syndicats, aux associations, doit être systématisée.

Enfin, les militants doivent disposer d'éléments sur l'histoire de notre Parti, les débats d'idées qui l'ont traversé et le traversent encore, et avoir accès aux textes qui fondent notre action.

Nous devons aussi nous atteler à l'émergence de nouveaux outils médiatiques du PS. Nous ne pouvons plus négliger l'état de l'espace médiatique actuel dans lequel nous ne maîtrisons correctement ni nos propres débats ni la portée de notre discours. Les propositions faites par le gouvernement ne peuvent qu'alimenter nos inquiétudes quant à l'indépendance des média de masse. Les nouvelles technologies nous offrent la possibilité de bâtir des vecteurs de communication professionnels répondant à nos besoins d'indépendance.

Un parti démocratique

Le pluralisme est au centre de l'identité de notre parti, au moins depuis son refus du "centralisme démocratique" en 1920. Les périodes où le débat semblait tari et où les statuts limitaient ce pluralisme, comme les années 1960, sont aussi celles des scissions, du déclin militant et électoral, tandis que les débats les plus vifs des années 1970 n'ont jamais gêné, bien au contraire, ni le militantisme de terrain, ni notre progression

électorale.

Attachons-nous à multiplier les occasions de débattre en pérennisant le système des Conventions thématiques tranchées par les militants avec droit d'amendement. Sans oublier de donner à leurs conclusions une réelle application. Soumettons les résolutions finales des Congrès à la ratification des militants.

Enfin, généralisons la pratique des comptes-rendus réguliers de mandats, déjà instituée par certains responsables ou élus du Parti.

Un parti à l'écoute du mouvement social

Nous défendons une certaine conception des rapports entre la gauche politique et la gauche sociale. Un lien organique entre le parti et les syndicats, qui existe dans la social-démocratie de type classique, n'est peut-être pas envisageable, dans les mêmes formes, en France. Mais nous pouvons sortir de la distance méfiante entre le politique et le mouvement social. Sans céder à une sorte de " mystique de la rue ", le rôle du parti est d'écouter, de consulter, mais aussi de relayer les aspirations du mouvement social.

Le mouvement associatif, très vivant et dans lequel beaucoup de nos militants sont engagés, tend à s'éloigner de plus en plus de la politique. On peut comprendre les raisons de cette méfiance, liée aux tentatives de " récupération ", ou, au contraire, au manque d'attention. On ne doit pas pour autant renoncer à combler ce fossé entre le Parti et le mouvement associatif. Le P.S. ne peut ignorer les revendications qu'il porte. Elles sont aussi celles du peuple de gauche.

Remettons donc au cœur du dispositif du parti le secteur entreprise : chacun sait à quel point son rôle est déterminant. Multiplions les contacts avec les syndicats, au niveau national comme au niveau local. Créons une structure de débat continu et d'information réciproque avec tous les partenaires sociaux (mutualisme, mouvement coopératifs, syndicats, associations).

Le 6 novembre, saisissons la chance qui nous est donnée d'affirmer notre volonté de voir notre parti changer. Aidons le à rompre avec ses mauvaises habitudes, à se doter d'une orientations qui anticipe sur les évolutions en cours de notre société.

Ensemble, prenons un monde d'avance, reconstruisons l'espoir.